

SOMMAIRE

- 3 ANNE DERET
TERRE(S) DES FEMMES?

DOSSIER

- 4 GLORIA ESCOMEL
LE PAYSAGE
- 5 JULIE PERREAULT
EN QUÊTE D'UN COURANT SOUTERRAIN
- 8 LYNE KURTZMAN
BEIJING 1995 : QUELQUES ÉLÉMENTS DE BILAN
- 13 NATHALIE RICARD
TASLIMA NASREEN TÉMOIGNE POUR SON PAYS
- 16 PHILOMINA E. OKEKE
POSTMODERNISME ET ÉTUDES FÉMINISTES
DANS LE CONTEXTE AFRICAIN

CHRONIQUES

- 21 NATHALIE RICARD
« À-PART-TENIR », QUE FAISONS-NOUS ?
- 26 ISABELLE GIROUX
L'INGRATITUDE DE YING CHEN OU LA SURVIE DU « JE »
- 27 ANNE DERET
MNÉMOSYNE

NOS PAGES VOUS ATTENDENT

Nous cherchons des collaboratrices et collaborateurs pour nos prochains numéros, autant à la rédaction d'articles ou de chroniques qu'à l'illustration (dessin, photographie) et au marketing (recherche de commanditaires, distribution, publicité). Si cela vous intéresse, écrivez-nous à l'adresse suivante :

FéminÉtudes
a/s Institut de recherches et d'études féministes
C.P. 8888, Succ. Centre-ville, Montréal (Québec) H3C 3P8

Nous serions également heureuses de recevoir vos commentaires, suggestions ou projets d'articles. Tous les courants d'idées féministes, tous les genres littéraires et tous les styles seront considérés puisque nous tenons à ouvrir les débats et élargir les horizons.

LE THÈME DU PROCHAIN NUMÉRO SERA LIBRE.

Vol. 1 N° 2 — Avril 1996

FéminÉtudes est une revue étudiante publiée par l'Institut de recherches et d'études féministes (IREF) de l'Université du Québec à Montréal

Comité de rédaction :

Anne Deret
(Science politique)
Sylvie Lamarre
(Études littéraires)
Nathalie Ricard
(Intervention sociale)

Collaboratrices aux textes :

Gloria Escomel
(Études littéraires / Chargée de cours / Écrivaine)
Isabelle Giroux
(Études littéraires)
Lyne Kurtzman
(Communications / Responsable du protocole Relais-femmes UQAM)
Hélène Mousseau
(Responsable des services à la clientèle du Centre Halte Ami)
Philomina E. Okeke
(Sociologie / Professeure, Université de Nipissing)
Julie Perreault
(Science politique)

Réalisation graphique :

Claude Dionne

Page couverture :

Anne Deret

Impression :

Services de reprographie
de l'UQAM

Tirage :

500 exemplaires

Point de vente :

Institut de recherches et d'études féministes, Université du Québec à Montréal, Pavillon Les Atriums, 870, boul. de Maisonneuve Est, Montréal, local T-4545
☎ (514) 987-6587.

Nous tenons à remercier, pour leur soutien financier, l'IREF, les Services à la vie étudiante de l'UQAM ainsi que l'AGEsshalcUQAM.

PRÉSENTATION

TERRE(S) DES FEMMES ?

COMMENT PARLER D'AILLEURS ? COMMENT FAIRE POUR QUE

NOS GRILLES D'ANALYSE VOYAGENT ? QUELLE OPTIQUE

CHOISIR POUR COMPRENDRE, ANALYSER ET AGIR SANS

FROISSER NOS IDENTITÉS RESPECTIVES ? EN DÉFINITIVE,

COMMENT FAIRE POUR QUE LES MULTIPLES VOIX DU

FÉMININ S'ENTENDENT ET SE FASSENT

ENTENDRE ?

La marche des femmes contre la pauvreté au printemps dernier a mis en évidence notre capacité à créer des alliances. Mais si notre identité de femme nous permet de faire des liens, de tracer des chemins où nous pouvons mieux nous comprendre, la route n'est pas toujours aisée. Il nous faut apprendre à conjuguer nos diverses identités sur le mode du dialogue. Comme nous le faisait remarquer Françoise Collin, philosophe et écrivaine, au cours des séminaires qu'elle est venue donner cet automne à l'IREF, le féminisme n'était pas préparé à la pluralité de l'Un. Et si La femme semble insaisissable, les femmes existent et ont besoin de se bâtir un espace d'échange.

Le développement de la pensée féministe nous montre de plus en plus la nécessité de penser le féminin dans les différences, non seulement sur le plan pratique, au niveau des rapports que nous établissons les unes avec les autres, mais encore au niveau de la réflexion théorique que nous tentons de développer. Le cheminement de la pensée n'est heureusement pas univoque et il peut paraître difficile à certaines de déconstruire des théories qu'elles n'ont ni construites ni utilisées. Si l'on a tendance à ne voir de la culture ou du culturel que chez les autres, les voix (voies) du féminisme qui s'élèvent de plus en plus peuvent nous permettre de saisir les multiples facettes de l'identité-femme.

Il nous semblait stimulant de nous pencher sur ces questions dans le cadre de *FéminÉtudes*, d'autant plus

ANNE DERET

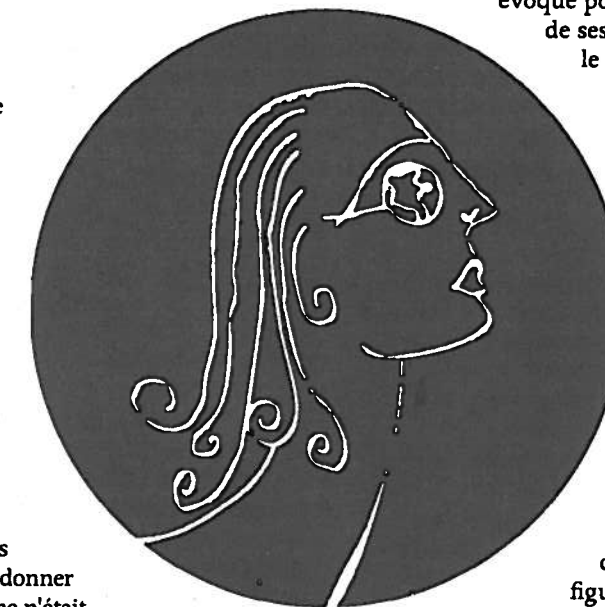
qu'elles traversent différents champs d'études, rejoignant par là une multidisciplinarité chère à l'IREF ! Ce deuxième numéro se situe donc dans l'esprit des thèmes abordés cette année, par exemple au séminaire sur les intégrismes qui a eu lieu cet automne ou dans le cadre de la venue de Nicole-Claude Mathieu au printemps 1996. À la suite de Beijing, nous espérons soulever quelques pistes de réflexion fécondes...

Dans un premier temps littéraire, Gloria Escomel évoque pour nous, à travers un extrait d'un de ses écrits, une terre qu'elle a choisie : le Québec. Ensuite, à propos du Mexique, Julie Perreault nous parle des femmes qui développent des stratégies de résistance aux conditions de vie difficile dans les *maquilladoras*, à la frontière des États-Unis. À l'heure de la mondialisation, les grandes conférences internationales nous laissent songeuses. Il est toujours difficile d'en prévoir la portée réelle. Elles sont le terrain de luttes entre des conceptions diamétralement opposées de la place des femmes dans le monde, faisant souvent figure de combat d'arrière-garde, comme nous le montre Lyne Kurtzman.

Beijing a pourtant posé des questions cruciales, des questions sans cesse soulevées par les conséquences de la mondialisation des marchés, par les conflits armés et par les intégrismes. Quand ceux-ci sont présents, la place des femmes est menacée comme nous le dit Taslima Nasreen. Nathalie Ricard nous livre ses impressions suite à la conférence de la Bangladaise à l'UQAM. Enfin, Philomina Okeke, rencontrée lors du congrès des Sociétés Savantes au printemps dernier — eh oui ! les étudiantes en études féministes créent des liens ! — s'interroge sur l'apport du féminisme postmoderne dans le contexte africain.

En somme, nous vous proposons un petit tour de(s) terre(s) des femmes.

Bonne lecture ! ♦



LE PAYSAGE

GLORIA ESCOMEL

C'est un paysage de dunes immenses, au sable fin et blanc et la route qui le traverse est souvent recouverte de nappes argentées qui scintillent au soleil. À droite, les dunes ondoient en une ligne descendante vers une plage profonde. Quelques rochers épars brisent son horizon, comme une mince jetée qui avance vers la mer. À gauche, les dunes se haussent et se garnissent progressivement d'herbes odorantes et de petites plantes aux feuilles feutrées, puis c'est la plaine de sable, à perte de vue.

J'ai souvent traversé ce paysage de bout du monde, où souffle un vent salin. Il y a longtemps de cela. La dernière fois, c'était il y a deux ans. Et pourtant, j'écris « il y a si longtemps », car à ce paysage furtif d'il y a deux ans s'en superposent d'autres, plus anciens, remontant à mon enfance, et ces souvenirs-là prédominent, visions d'un paysage vierge, un paysage des premiers âges.

J'ai toujours eu la ridicule sensation d'exister par ce paysage ou pour ce paysage; ou encore, parce que ce paysage existe en ma mémoire et qu'il gonfle mon présent d'une certitude confuse, d'un contenu sans but... qu'en sais-je ?

C'est un paysage de dunes, au sable fin que les vents balayaient sous un ciel plombé, aux nuages verdâtres, et les rares arbres qui rompent la ligne infinie de la plaine ont la pose figée des amants du grand vent.

Chaque fois que la vision s'impose, une âcre joie se mêle à l'oppression des nostalgies. Une joie si forte, une nostalgie si brûlante ! Et la certitude absurde que ce paysage m'est tout au monde, qu'il est le trésor palpitant de ma vie, le réservoir de mes forces, ma raison d'être, mon mystère, un des rares mystères de ma vie que je ne puisse élucider avec des mots.

Gloria Escomel, « Le Paysage » in *Les Eaux de la mémoire, Montréal, Boréal, 1994*

Dans cette nouvelle, un raz-de-marée ravage le paysage et la narratrice, qui lui est liée d'incompréhensible manière, à mille lieues de là, en meurt, sans avoir eu le temps de l'apprendre.

Dans ma vie, ce paysage a été domestiqué, dénaturé. Si je demeure vivante, c'est parce que d'autres paysages m'ont retenue à la terre où j'ai choisi de me transplanter il y a près de trente ans. Certains lieux fondent une identité. Dans le choix d'un pays la similitude des paysages peut être capitale. Car d'elle naissent d'autres points communs : le caractère ouvert et spontané des gens, leur sens de la liberté, de la vastitude, de l'accueil, toutes des qualités que j'ai trouvées au Québec.

Pays neuf et sous-peuplé, comme l'Uruguay, le Québec a pour lui tous les espaces. Je n'entrerai pas plus avant dans la comparaison, car elle deviendrait boiteuse : l'Uruguay est le plus petit état de l'Amérique du Sud, il a jadis été le plus riche, il est maintenant parmi les pauvres, après dix ans de dictature, lui qui était le plus démocratique de tous. Ces projections me font craindre pour ma terre d'élection, où, avec mes forces d'adulte, je me suis engagée comme je ne l'ai jamais fait ailleurs, trop inexpérimentée, trop gâtée que j'étais aussi. Car, en ce qui concerne la condition des femmes, l'Uruguay était bien plus en avance que le Québec :

instruction gratuite et obligatoire pour les filles et les garçons, dès 1911, avec les mêmes programmes, jusqu'au collégial; université gratuite et ouverte à tous, droits des femmes très protégés dans le code civil... Le « backlash » est survenu pendant la dictature de droite et si, en théorie, les droits restent les mêmes, la situation économique des femmes s'est lamentablement détériorée, reléguées qu'elles ont été dans les emplois les plus précaires et les moins rémunérés. Les démocraties et les richesses sont fragiles, les droits sont vulnérables, ici comme ailleurs, si la vigilance se relâche. C'est pourquoi je suis tellement heureuse qu'à travers *FéminÉtudes* une presse féministe se reconstruise : depuis la chute de *La Vie en rose*, le besoin s'en fait d'autant plus ressentir que la seule survivante, *La Gazette des femmes*, dont le mérite est grand, reste tout de même limitée en tant que revue gouvernementale.

Et j'espère que les féministes regroupées autour de ce projet, comme les autres, sauront élargir la place qu'elles ont faite aux femmes venues d'ailleurs et leur inculquer, si ce n'est déjà fait dans leur pays d'origine, les valeurs québécoises d'égalité, de liberté et de sororité. Car si c'est au Québec que le féminisme a fait les progrès les plus foudroyants, ils risquent, comme mon paysage, d'être balayés par des raz-de-marée sociaux si nous n'y veillons pas. ♦

COMME UN CHAPELET, 2 000 USINES

UNE QUÉBÉCOISE DANS LES « MAQUILLADORAS »

S'ÉGRÈNENT LE LONG DE LA

EN QUÊTE D'UN

FRONTIÈRE MEXICAINE, MITOYENNE

COURANT SOUTERRAIN

AVEC LES ÉTATS-UNIS. PLUS DE

500 000 PERSONNES TRAVAILLENT

DANS CES USINES QUI ASSEMBLENT

OU TRANSFORMENT, POUR

L'EXPORTATION, DES PRODUITS AUSSI DIVERS QUE DES VÊTEMENTS, DES AUTOMOBILES, DES ÉLECTROMÉNAGERS, DES DÉPLIANTS PUBLICITAIRES, ETC. COMME DANS LES AUTRES ZONES FRANCHES DU MONDE, LA MAIN-D'OEUVRE DE CES « MAQUILLADORAS » EST FÉMININE À PLUS DE 70 %. CES FEMMES ONT ÉTÉ CHOISIES PAR LES FIRMES MULTINATIONALES, PRINCIPALEMENT ÉTATS-UNIENNES, PARCE QU'ON LES DIT AGILES, PATIENTES, DOCILES ET PASSIVES.

Malgré les contraintes qui pèsent sur ces ouvrières mexicaines, des formes de résistance, variées et novatrices, ont vu le jour. Ainsi, dans plusieurs usines, des groupes informels d'ouvrières refusent l'accélération de leur rythme de travail en

1. Cet extrait résume l'hypothèse centrale de mon mémoire de maîtrise en science politique, actuellement en cours de rédaction.

2. Peña, Devon. 1983. *The Class Politics of Abstract Labor: Organizational Forms and Industrial Relations in the Mexican Maquiladoras*. Thèse de doctorat, Austin : University of Texas at Austin, p. 60.

3. Piron, Florence. 1990. *Le pouvoir des femmes au Sahel: Analyses et discussions*. Série Notes et travaux n° 17. Québec : Centre Sahel de l'Université Laval, p. 62.

4. *Idem*

JULIE PERREAU

faisant du *tortugismo* : elles ralentissent leur production comme le ferait une « tortue » ou brisent volontairement le matériel de production. Ailleurs, elles se rencontrent dans des cuisines, hors de l'usine pour ne pas subir de répression, et elles apprennent leurs droits, en analysant la Loi mexicaine du travail.

Certaines vont faire des aménagements dans leur ménage afin de réduire leur charge de travail, en invitant, par exemple, un adulte apparenté à venir résider avec leur famille. Il s'agit généralement d'une femme qui, soit ira travailler à la *maquiladora* et paiera une pension, soit s'occupera des tâches domestiques et de la garde des enfants. Plus rarement, comme à Torrón (État de Coahuila), des ouvrières s'allieront à des domestiques pour développer un projet de garderie communautaire.

Selon moi, ces actions, individuelles et collectives, visent à élargir les zones d'autonomie des femmes, tant dans la sphère de production (travail salarié) que dans la sphère de reproduction (travail domestique)¹.

Moins dociles que dans les livres ?

La plupart des documents recensés présentent toutefois ces

ouvrières comme des êtres essentiellement assujettis. Sans pouvoir, ces femmes s'inséreraient dans des rapports sociaux inégalitaires et cristallisés :

This line of argument emphasizes women's subservient and powerless position in a sexual entry into the labor market (e.g. in the *maquiladoras*) is therefore seen to occur under continuing subordination and exploitation.²

Ces approches sont teintées d'un certain déterminisme historique: seules les forces productives déterminent les changements dans la sphère de production et, par extension, dans les arrangements domestiques. Selon ce modèle, que Piron (1990) qualifie de la domination³, les inégalités dans les rapports sociaux sont décrites et dénoncées mais les résistances menées par les actrices et acteurs sociaux sont invisibles.

Question de stratégie

Notre perspective s'appuie davantage sur le « modèle stratégique »

valorisant le pouvoir des femmes, c'est-à-dire la multiplicité de leurs espaces de pouvoir, par opposition à un discours mettant en évidence surtout leur domination.⁴

Il ne s'agit nullement de nier l'existence de régimes d'exploitation et de subordination mais de changer notre interprétation du pouvoir et, par association, celle du

changement social. Rompant avec les théories classiques du pouvoir, «l'approche stratégique» s'inspire entre autres des travaux de Michel Foucault. Ce dernier suggère de comprendre les relations de pouvoir comme un affrontement de stratégies multiples et opposées, intentionnelles, locales, éparpillées et parfois convergentes.

Le pouvoir vient d'en bas; c'est-à-dire qu'il n'y a pas, au principe des relations de pouvoir, et comme matrice générale, une opposition binaire et globale entre les dominateurs et les dominés, cette dualité se répercutant de haut en bas, et sur des groupes de plus en plus restreints jusque dans les profondeurs du corps social. Il faut plutôt supposer que les rapports de force multiples qui se forment et jouent dans les appareils de production, les familles, les groupes restreints, les institutions, servent de support à de larges effets de clivage qui parcourent l'ensemble du corps social. Ceux-ci forment alors une ligne de force générale qui traverse les affrontements locaux, et les relie; bien sûr, en retour, ils procèdent sur eux à des redistributions, à des alignements, à des homogénéisations...

Pour analyser ces relations de pouvoir, Foucault (1984)⁵ propose de partir des stratégies de résistance. Selon lui, l'affrontement des stratégies entre les gens révèle les contraintes qui pèsent sur eux, dévoile les mécanismes favorisant le maintien de relations de pouvoir assujettissantes.

Atouts en poche

Il fallait donc explorer ces stratégies ou formes de résistance. Leur existence viendrait ébranler, voire réfuter, la thèse de la passivité des femmes. C'est avec cette perspective en tête que je suis partie au Mexique, en octobre 1994, afin d'interroger des ouvrières de *maquilladoras*.

J'avais un certain nombre d'atouts en poche : la connaissance de l'espagnol facilitait mes contacts et mes entrevues. D'autre part, des visites préalables m'avaient familiarisée avec le contexte socio-politique et culturel du pays. Ainsi, j'étais consciente de l'important pouvoir de cooptation du parti-État (le PRI), mais aussi de l'existence de réseaux

progressistes dans le courant de la théologie de la libération⁷.

Seules des pistes de recherche guidaient mon stage. Aucune hypothèse formelle n'était formulée, me refusant à l'idée de faire entrer le réel dans un cadre pré-établi. Mon approche, plus inductive, visait à recueillir des faits pour interpréter la dynamique des relations de pouvoir en jeu dans ce milieu :

la valeur d'une interprétation se mesure à sa capacité à exprimer un courant souterrain. [...] Que le processus qu'elle désigne parvienne ou non à maturité, [...] cela est une autre question. L'important est de nommer.⁸

L'approche du *focus group* est apparue comme la méthode toute désignée. Pour cette méthode de type qualitatif, il s'agit de rassembler un groupe homogène, en l'occurrence un groupe de 2 à 8 ouvrières de *maquilladoras*, et à favoriser un échange égalitaire. La discussion se déroule à partir d'une grille thématique, basée sur des problématiques préliminaires. L'objectif n'est pas d'arriver à un consensus mais de faire émerger toutes les opinions⁹. Selon Gisèle Simard, la méthode du *focus group* «s'apparente aux traditions et à la culture des sociétés de paroles que sont l'Afrique et l'Amérique latine.»¹⁰

Options et éthique pour bagages

Mon approche scientifique n'est pas neutre. Impliquée depuis près de 15 ans dans des groupes communautaires québécois, je crois à la stratégie des acteurs et actrices. C'est-à-dire que, pour moi, les individus et les groupes influencent le cours des choses. Bien qu'ils ne réussissent pas à transformer toutes les situations qui les agressent, ils participent à leur modification, à l'évolution des rapports sociaux. Cela explique peut-être mon angle de recherche.

Sur le terrain, cette option s'est parfois opposée à mon objectif de stage. Mon stage devait me permettre de rencontrer des groupes d'ouvrières afin de discuter avec elles d'un certain nombre de sujets. En-

tre autres, je souhaitais discuter des problèmes vécus dans leurs usines, des moyens imaginés pour résoudre ces problèmes, du rôle du syndicat local, du partage des tâches domestiques ainsi que des groupes actifs dans leurs quartiers.

Toutefois, lors de ma visite à Nuevo Laredo (Tamaulipas) où j'avais été invitée à une réunion hebdomadaire du Comité frontalier d'ouvrières (CFO), option sociale et objectif scientifique se sont heurtés. Les femmes présentes avaient un ordre du jour établi, portant sur les congés prévus à la Loi mexicaine du travail. Mon objectif de recherche me commandait de les interroger à partir de ma grille thématique, afin d'avoir des données à comparer avec les autres groupes de mon échantillon. Cependant, leur démarche de conscientisation m'a semblé prioritaire. J'ai donc «perdu» un groupe témoin, au sens strict de ma recherche, mais j'ai pu observer le déroulement de leur rencontre et le type de problèmes discutés entre ouvrières. En bout de ligne, cela m'a été utile pour la rédaction : j'ai pu décrire, avec quelques détails, le travail de groupes d'éducation populaire.

5. Foucault, Michel. 1976. *Histoire de la sexualité 1. La volonté de savoir*. Paris : Gallimard, p. 124

6. Foucault, Michel. 1984. « Deux essais sur le sujet et le pouvoir ». In *Michel Foucault: un parcours philosophique*. Sous la dir. d'Hubert L. Dreyfus et Paul Rabinow, p. 293-321. Paris : Gallimard, 366 p.

7. Courant développé en Amérique latine à partir des années 70, la théologie de la libération regroupe des chrétiens et chrétiennes qui souhaitent lutter contre les forces d'appauvrissement au nom de leur foi.

8. Bertaux, Daniel. 1985. « L'imagination méthodologique », *Recherches sociologiques*, vol. XVI, n° 2, p. 278.

9. Simard, Gisèle. 1993. « Le *focus group* : méthode pour saisir la parole des femmes » in *Développement international : L'étude des rapports sociaux de sexe*, sous la dir. de Marie-France Labrecque. Québec : Laboratoire de recherches anthropologiques de l'Université Laval.

10. *Ibid.*, p. 325

Choc de cultures

Malgré une certaine connaissance du Mexique, certaines « tensions » culturelles ont jalonné mon itinéraire. Une première différence est celle du rapport au temps. Au Mexique, et en Amérique latine en général, il faut prendre le temps de tisser des liens d'amitié avant d'obtenir un service. Or, dans un court stage de deux mois, en bonne Occidentale que je suis et malgré mes sensibilités latines, j'ai été d'abord « efficace », brusquant parfois au passage mes hôtes. Mon temps était compté. Cependant, la crédibilité accordée par mes hôtes aux étrangères et étrangers et encore plus aux universitaires a en partie épongé ce type de malaise.

Puis, en cours de rédaction, une seconde tension culturelle est apparue. J'ai constaté l'ethnocentrisme qui se dissimule derrière des concepts tels que ceux de « famille » et de « rapports sociaux au sein des ménages ». N'ayant vécu dans aucune famille mexicaine, ma distance culturelle rendait encore plus difficile l'interprétation des structures décisionnelles et des résistances féminines dans la sphère de reproduction.

Ainsi, comment comprendre la relation entre une femme ouvrière qui transfère les tâches domestiques à une autre femme vivant dans le même ménage ? Il faut savoir qu'au Mexique, on trouve souvent plus d'une femme adulte dans une maison. Parfois c'est la fille, qui n'est pas encore mariée, ou une parente, qui n'a pas le goût ou les moyens d'avoir sa propre maison. Une question se pose : ces femmes ont-elles le même statut décisionnel étant donné qu'elles n'ont pas le même type d'apport (une, le salaire; l'autre, le « ménage » quotidien) ? À partir de ma perspective culturelle et épistémologique, j'aurais tendance à inscrire cette relation dans le champ des rapports de force, conditionnés par l'accès inégal aux ressources économiques. Toutefois, à la lecture de nombreux ouvrages sur le Mexique, il se peut que ce rapport se comprenne en termes d'échanges ré-

ciproques, de rapports d'entraide, peut-être les deux à la fois. Pour le moment, ces deux interprétations

sont également valables et nécessiteront de nouvelles recherches empiriques avant de pouvoir conclure. ♦



IREF
Institut
de recherches
et d'études
féministes

FONDS ANITA CARON

Le Fonds Anita Caron a été créé dans le but de contribuer financièrement aux activités de formation et de recherche des étudiantes de deuxième et troisième cycles en études féministes. Pour la session d'hiver 1995 un montant de 800 \$ est disponible et réparti comme suit :

Fonds de dépannage aux étudiantes

Un montant maximum de 150 \$ (ou selon les sommes d'argent disponibles au moment de la demande) sera attribué par semestre par personne comprenant : abonnement à des revues, achats de volume, location de matériel audio-visuel ou informatique, aide à l'édition, frais de garde, et/ou toute autre demande jugée recevable par le comité exécutif.

Participation à des colloques et à des congrès en lien avec les travaux de l'étudiante

Un montant de 300 \$ sera réparti entre les étudiantes pour défrayer les coûts d'inscription et/ou pour défrayer les coûts de transport et/ou de séjour à des colloques ou à des congrès.

Conférence publique ou une activité de 2^e cycle ou de 3^e cycle en études féministes

Une conférencière invitée résidant dans la région de Montréal recevra un cachet de 50 \$ pour sa participation.

Une conférencière invitée ayant à défrayer des coûts de transport et des frais de séjour recevra un cachet de 50 \$ et s'ajoutera jusqu'à concurrence de 200 \$ le paiement des frais afférents à son déplacement et de séjour.

Activité organisée par les étudiantes

Un montant de 100 \$ sera accordé pour défrayer les coûts afférents à l'organisation d'une activité, tels que : débat-midi, conférence, séminaire, visionnement d'un film ou tout autre événement qui s'adresse aux étudiantes en études féministes.

1. Le Comité exécutif de l'IREF composé de la directrice, de la coordonnatrice des études, de la coordonnatrice de la recherche et de l'agente de recherche et de planification est mandaté par le Conseil de l'IREF pour recevoir et approuver les demandes. Pour informations, communiquer avec Lorraine Archambault au 987-4724.

LE TEXTE QUI SUIT REPREND POUR

BEIJING 1995 :

L'ESSENTIEL LES PROPOS DE L'AUTEURE

QUELQUES ÉLÉMENTS DE BILAN

PRÉSENTÉS À LA RENCONTRE

LYNE KURTZMAN

ORGANISÉE PAR L'INSTITUT DE

RECHERCHES ET D'ÉTUDES

FÉMINISTES LE 11 DÉCEMBRE 1995

SUR LE THÈME : « BEIJING 95 : BILAN ET PERSPECTIVES D'ACTION ».

En dépit de l'évidente mauvaise volonté chinoise à accorder des visas et à organiser l'hébergement et les infrastructures de base, la participation au forum des organisations non gouvernementales (ONG) s'est établie à 31 000 femmes, dont 5 000 Chinoises. À la Conférence officielle, la participation est estimée à 5 000 personnes, hommes et femmes.

La délégation officielle canadienne était dirigée par la Secrétaire d'État à la condition féminine et au multiculturalisme, M^{me} Sheila Finestone. Parmi les membres de la délégation canadienne figuraient une dizaine de parlementaires (sénateurs et députés) issus des cinq partis politiques fédéraux, de même que les ministres responsables de la condition féminine du Manitoba, M^{me} Rosemary Vodrey, et du Québec, M^{me} Jeanne Blackburn. La délégation canadienne comptait également huit représentantes d'ONG venant de groupes engagés dans l'amélioration de la situation des femmes.

Le forum

Pour le forum, les femmes ont été reléguées à Huairou situé à 55 km au nord de Beijing, une petite ville dépourvue des infrastructures indispensables à un tel événement. La surveillance policière était cons-

tante, les contacts avec la population locale — purgée de ses éléments turbulents pour toute la durée des assises — réduits à des échanges fonctionnels.

Le contexte et les enjeux de Beijing

- Conférence des Nations-Unies sur les femmes : 4 au 15 septembre 1995. Forum des ONG : 30 août au 8 septembre
- La conférence de Beijing se situe en continuité avec deux cycles de grandes conférences onusiennes :
 - 1) Les conférences de l'ONU sur les femmes :
 - Mexico 1975 (Mexique)
 - Copenhague 1980 (Danemark)
 - Nairobi 1985 (Kenya)
 - Beijing 1995 (Chine)
 - 2) Les conférences thématiques de l'ONU, et qui ont affecté les femmes :
 - Conférence mondiale sur l'environnement (Rio de Janeiro 1992, Brésil)
 - Conférence mondiale des droits humains (Vienne 1993, Autriche)
 - Conférence mondiale sur la population et le développement (Caire 1994, Égypte)
 - Sommet mondial sur le développement social (Copenhague 1995, Danemark)

Malgré ces contraintes, largement rapportées par les médias, Huairou a clamé haut et fort ce qui est fondamental pour les femmes et a montré clairement leur capacité de mobilisation face aux forces qui limitent leur place dans la société mondiale. La question des droits de « l'homme » en Chine a été abordée et des organisations comme Amnesty internationale et la Fédération internationale des droits de l'Homme étaient présentes sur le territoire chinois. Il y avait également des militantes tibétaines en exil, dont une Canadienne.

Ainsi, ces questions furent largement discutées à Huairou :

- la violence exercée contre les femmes;
- les droits dont elles continuent d'être privées;
- le désengagement général des États, au Nord comme au Sud;
- la faible représentation parlementaire des femmes dans le monde (10 % en 1993);
- la pauvreté qui les accable plus péniblement que les hommes;
- l'accès limité à l'éducation (elles représentent encore les 2/3 des analphabètes de la planète);
- les réseaux divers d'exploitation des femmes à des fins sexuelles (trafic de femmes, mariages sur catalogues, réseaux de pédophilie, industries du sexe-tourisme);
- les traditions qui briment leurs droits humains;
- la montée des intégrismes qui voient dans l'émancipation des

Enjeux des conférences antérieures

Mexico 1975 : mettre fin à l'oppression séculaire des femmes. Mais on s'est rendu compte qu'il n'existait pas de chiffres pour démontrer le sous-statut des femmes. Création du Centre de recherche international qui a produit des données statistiques sur le travail non rémunéré, sur le travail agricole, sur le travail domestique, etc.

Copenhague 1980 : poursuivre le travail de Mexico. Les femmes ne sont toujours pas considérées dans leur spécificité. Les Nations-Unies sont sollicitées pour intégrer les femmes à l'ensemble de leurs programmes.

Nairobi 1985 : un important texte, audacieux, en est issu : *Stratégies prospectives de Nairobi*. Enjeux : les mutilations sexuelles (excision, infibulation). Aujourd'hui, tous les pays condamnent ces pratiques.

Beijing 1995

- droit à la reproduction (idem à la Conférence du Caire sur la population et le développement).
- violence spécifique faite aux femmes (idem à la Conférence de Vienne sur les droits humains). On assiste aux premiers tribunaux.
- la *sainte alliance* ou la collusion entre le Vatican, des États islamistes et une série de pays latino-américains; mise en cause des acquis au nom des particularismes culturels et religieux.

Objectifs de Beijing

- parvenir à un document consensuel (185 pays);
- faire le point sur les avancées des femmes depuis Nairobi (*Stratégies prospectives de Nairobi*) et les conférences antérieures.

Compte tenu des débats provoqués au cours des rencontres préparatoires, on prévoyait des reculs possibles, c'est la raison pour laquelle un objectif plus modeste s'est imposé. Il s'est agi de préserver des droits acquis plutôt que d'en gagner de nouveau. Les énergies des délégations les plus progressistes dont celle du Canada se sont concentrées sur l'objectif de consolider et de réaffirmer les engagements pris dans le cadre d'autres conférences onusiennes (Vienne 1993 sur les droits humains, Caire 1994 sur la population, Copenhague 1995 sur le développement social) en un seul et même document centré uniquement sur la question des femmes.

femmes la pire des menaces à l'ordre patriarcal.

Je vais ici insister davantage sur ce dernier point, la montée des intégrismes, qui a été, de l'avis de plusieurs, l'enjeu principal à Beijing.

1. Pour moi, l'intégrisme désigne les attitudes religieuses qui refusent toute évolution et qui se traduisent au niveau institutionnel par des présailles, de la coercition et, à l'extrême, par de la violence.

La sainte alliance

Depuis quelques années, il faut composer avec une nouvelle donne internationale : l'alliance entre les pays « religieux » catholiques et islamistes. Si cette alliance entre l'Église catholique et l'Islam apparaît non naturelle au départ, elle le devient de plus en plus au fil des conférences onusiennes. Craignant l'influence féministe croissante, il

semble bien que les religions monothéistes développent des terrains d'entente sur un certain nombre d'aspects.

Malgré un *look* féminisé (une femme dirigeait la délégation du Vatican et, sur 22 délégués, 14 étaient des femmes), le Saint-Siège a défendu des positions de droite sur les femmes et il a utilisé des stratégies de lobbies basées sur des tractations avec certains pays qui défendent des positions intégristes¹. Non pas que j'associe le Vatican à l'ensemble des positions intégristes de l'Islam sur les femmes qui vont jusqu'à nier leur droit à l'éducation et au travail, mais il me semble limpide que plusieurs des positions du Saint-Siège, et non les moindres, rejoignent nettement la position intégriste de fond qui nie et retire complètement aux femmes le contrôle de leur corps, avec les conséquences que cela entraîne, non seulement sur leur vie conjugale et personnelle, mais aussi sociale et professionnelle.

Évidemment à Huairou, au forum des ONG, où s'étaient rassemblées 31 000 femmes parmi les organisations les plus progressistes et féministes de la planète, la délégation du Saint-Siège ne s'est pas pointée, et ce ne sont pas non plus les ONG de droite qui avaient le haut du pavé. À ma connaissance, les représentantes et représentants de ces ONG ne sont pas intervenus lors des rencontres quotidiennes du Canada qui se tenaient dans la tente Europe/Amérique du Nord. Ils n'occupaient pas non plus le devant de la scène sur les panels et les tables rondes des plénières ou des ateliers. Une femme du groupe Real Women, lorsqu'elle a pris la parole à la plénière sur *La montée des conservatismes et des intégrismes*, s'est fait copieusement huer par la salle. En fait, si l'on peut parler d'une présence minoritaire des positions intégristes catholiques ou musulmanes au forum des ONG, il n'en demeure pas moins que le spectre menaçant de l'intégrisme planait sur le site marécageux de Huairou.

Le climat au forum

La suite de ma présentation montre comment cette menace semble avoir concrètement affecté le climat qui régnait au forum et comment elle a touché certaines de mes compatriotes parmi celles qui sont impliquées dans l'Église. Je tente de dégager aussi dans quelle mesure le *monstre* a pu être contenu concernant les droits reproductifs et sexuels dans la déclaration et la plate-forme d'action adoptées à la Conférence.

Nous savions toutes qu'un enjeu majeur se situait sur les positions traditionnelles de l'Église face aux droits reproductifs, à la sexualité, à l'orientation sexuelle et aux pratiques d'éducation sexuelle. Nous appréhendions les tactiques du Saint-Siège qui consistent à inviter les délégations à insister davantage sur la maternité que sur les droits sexuels et à combattre les féministes qui soutiennent le droit à l'avortement et à la planification des naissances en raison de leur soi-disant rejet de la famille et de la procréation. Nous savions que cette délégation accusait les féministes de vouloir imposer leurs valeurs occidentales aux autres cultures et que cet enjeu des particularismes culturels contre les droits universels allait peut-être devenir le point d'achoppement de Beijing. De plus, nous savions que, sur ces questions, la *sainte alliance* entre le Vatican et les pays musulmans — très nette depuis la Conférence mondiale du Caire (Égypte) sur les populations et le développement en 1994 — allait se concrétiser de nouveau.

Ces stratégies du Saint-Siège avaient également prévalu au cours des conférences préparatoires pour Beijing, et elles avaient porté fruits en empêchant le consensus sur plusieurs points majeurs. Elles ont provoqué également d'interminables discussions autour de la *gender perspective*, pourfendue par la position essentialiste qui refuse bien évidemment de reconnaître que les rôles sexuels sont socialement construits.

Cette fois, les ONG étaient déterminées à gagner à Beijing ce qu'elles n'avaient pas obtenu antérieurement, pendant le processus qui les y amenait.

Au forum, la grogne et la colère grandissaient chez les ONG au fur et à mesure que des informations sur l'influence du Vatican et ses alliés nous parvenaient depuis la Conférence. Les médias également en faisaient grand état. Dans quelle direction le vent allait-il tourner ? Jusqu'où les forces de droite se rallieraient-elles pour détruire les acquis des femmes ou les empêcher ? Sur le site de Huairou, la pression était donc forte. Interrompant une plénière, quelques femmes ont déroulé une immense banderole sur laquelle était inscrit : VATICAN + ISLAM = PATRIARCAT.

La pression due aux positions de l'Église, pour en avoir longuement discuté avec certaines d'entre elles pendant et après Beijing, était particulièrement intolérable pour les femmes qui se situent à l'intérieur de l'Église et qui y travaillent ou y militent pour améliorer la condition des femmes. Dans le contexte hautement politisé du forum, elles étaient généralement considérées comme des éléments de droite et subissaient la méfiance des militantes. Cela pouvait se traduire par des exclusions subtiles ou des jugements négatifs sur leur appartenance à l'Église catholique romaine. Elles devaient se justifier, convaincre qu'elles étaient féministes.

Pour dissiper tout doute quant à leurs convictions féministes, certaines travailleuses en église que j'ai côtoyées voulaient marquer plus nettement leur opposition aux arguments de la délégation vaticane. Mais elles ne se sentaient pas libres de le faire. En public, elles ne pouvaient pas exprimer, au nom de leur organisation, une position contraire à celle de la délégation officielle de l'Église, la consigne leur avait été rappelée à leur départ. Elles ne pouvaient, à peine plus, prendre la parole en leur nom personnel, cette liberté se jouant contre les représentations qui les attendaient à leur re-

tour. Certaines craignaient d'être renvoyées de leur organisation ou de perdre leur emploi. La contrainte au silence, si chère aux méthodes intégristes, s'était déplacée jusqu'à Beijing.

Je pense que cela aussi est un phénomène intégriste, dont malheureusement on ne parle pas beaucoup dans les parages de l'Église et dont les impacts sur la société civile sont extrêmement importants.

Cependant, il est un impact inverse, plus lumineux, celui-là provoqué par la colère des femmes. Le groupe *Catholics women for a free choice* a lancé sur le site du Forum une pétition adressée à l'ONU lui demandant de retirer au Vatican son statut ambigu de pays membre. Spectaculaire, la pétition a mis du baume dans le cœur des militantes. Aussi, Frances Kissling de cet organisme américain a montré du doigt les comportements du Vatican qui accorde une grande latitude aux gouvernements et aux États qui choisissent la guerre et la violence, tandis qu'il révèle, paradoxalement, une forte intransigeance envers les femmes qui décident de choisir elles-mêmes le moment où elles donneront la vie. Le cas de la théologienne féministe du Brésil, Ivone Gebara, fut également discuté à Huairou. Celle-ci commençait en septembre, pendant le forum, un exil forcé de deux ans en Belgique. Les autorités vaticanes l'ont envoyée à Bruxelles avec comme devoir de « corriger ses imprécisions théologiques ».

Une plate-forme féministe, mais une multitude de réserves...

À l'échelle internationale, les ententes nécessitent un consensus et l'atteinte de celui-ci s'obtient à l'intérieur d'un exigeant processus de négociation : c'est la manière habituelle de travailler. Il existe en revanche un mécanisme permettant aux États de manifester leur opposition ou leurs désaccords sur certains aspects négociés que l'on nomme le « droit de réserve ». Celui-



photo Gisèle Bourrel

ci fut largement utilisé à Beijing notamment sur les questions des droits reproductifs et sexuels. Il faut garder à l'esprit le fait que les textes qui émanent des grandes conférences, la déclaration et la plate-forme d'action, n'ont aucune valeur juridique. Le seul pouvoir dont ils disposent est celui d'orienter les actions futures des États signataires.

La déclaration finale² adoptée à Beijing est composée de 33 paragraphes et la plate-forme d'action s'étend sur 150 pages en 360 paragraphes. Les textes ont une facture extrêmement rébarbative en raison du fait qu'ils sont écrits en grand groupe, dans une atmosphère de fa-

gique et de grande tension où l'enjeu se situe au niveau des mots : il s'agit pour chaque État de faire accepter la formulation la plus près possible de ses positions.

À Beijing, les négociations ont duré pendant dix jours et le Canada a joué avec habileté des cartes importantes notamment sur le contrôle de la sexualité et de la reproduction, les droits des lesbiennes en tant que droits de la personne, la reconnaissance du viol perpétré au cours de conflits armés et la considération de ce dernier au niveau des politiques d'immigration.

Les premières analyses s'accordent généralement pour dire que les résultats de Beijing sont encourageants. Les féministes pensaient que la Conférence se solderait par des reculs par rapport aux autres grandes conférences antérieures. Mais ce ne fut pas le cas. Elle a été l'occasion de faire un certain nombre de progrès notamment dans la reconnaissance du rôle économique, social et politique des femmes. En matière de

reproduction et de santé, le texte de la plate-forme comporte également des avancées remarquables.

Signalons quelques acquis qui ont été préservés à Beijing³ :

- La reconnaissance des droits fondamentaux des femmes « en tant que partie inaliénable, intégrante et indivisible de tous les droits de la personne humaine », principe acquis à Vienne, mais remis en question au cours de la préparation de Beijing par quelques États islamistes.
- Le concept d'égalité a également survécu, alors que les États islamistes réclamaient que l'on parle d'équité.
- Sur le plan économique, la comptabilisation du travail non rémunéré, ventilé par sexe, a été retenue, mais sous réserve des contraintes nationales.
- La question de la prééminence des particularismes nationaux, culturels et religieux sur les droits universels, qui avait suscité

2. La déclaration finale contient les grands principes généraux sur lesquels se fonde la plate-forme d'action. À Beijing, la déclaration a été rédigée à la fin de la conférence, à la suite de la plate-forme d'action.

3. Source : « Programme d'action : peut mieux faire », Beijing à l'heure des comptes, *Vivre Autrement*, Endo, 5^e série, Beijing 95 : numéro bilan, nov. 1995, p.1-2.

de vifs débats à la Conférence du Caire sur les populations (1994), apparaît dans un texte qui constitue un relatif progrès par rapport aux versions antérieures : « S'il convient de ne pas perdre de vue l'importance des particularismes [...] il est du devoir des États de promouvoir et de protéger tous les droits de l'homme et toutes les libertés fondamentales [...] »

- La révision des lois punissant l'avortement ou encore l'éducation des adolescents en matière de sexualité, principe qui a suscité la controverse jusqu'aux derniers instants, a été finalement retenue dans le programme d'action.

Par contre, ces acquis ou avancées doivent être nuancés par le fait que les pays musulmans et catholiques ont été nombreux à rejeter certains passages du programme d'action en usant de leur droit de réserve. À la séance de clôture, plus d'une quarantaine d'États sur les 181 présents ont tout simplement rejeté quatre paragraphes cruciaux qui font référence aux droits des femmes en matière de sexualité, à la dépénalisation de l'avortement et au droit à l'héritage égal entre enfants des deux sexes.

La quasi-totalité des réserves sur ces points ont été émises par l'Iran, l'Égypte, le Soudan, le Koweït, l'Irak, l'Indonésie, le Bahreïn, le Maroc, la Tunisie, la Jordanie, le Pakistan, la Syrie, le Liban, la Malaisie, la Libye, l'Algérie, les Émirats arabes unis, le Qatar, le Bangladesh, le Yémen ainsi que le Vatican, et les pays « catholiques » comme l'Équateur, le Pérou, l'Argentine, la République dominicaine, le Costa Rica, le Venezuela, le Nicaragua, le Honduras, le Bénin et j'en passe. Les représentants de ces pays ont invoqué des raisons religieuses et éthiques ou leurs lois nationales pour refuser d'entériner certains paragraphes.

Citons, à titre d'exemple, deux paragraphes figurant dans le programme d'action sur lesquels des réserves ont été émises.

Paragraphe 97 : Les droits fondamentaux des femmes comprennent le droit d'exercer un contrôle sur les ques-

tions relatives à sa sexualité, y compris celles qui concernent son hygiène sexuelle et sa santé en matière de reproduction, hors de toute coercition, discrimination ou violence, et de prendre librement et de manière responsable des décisions en la matière [...]

Les pays mentionnés ont émis des réserves sur cette formulation parce qu'elle reconnaît sans ambiguïté les droits des femmes à la maîtrise de leur corps.

Le paragraphe 107 K a été rejeté par à peu près les mêmes pays. Il affirme que « L'avortement ne devrait en aucun cas être promu en tant que méthode de planification familiale [...] », et précise que « Les gouvernements devraient envisager la révision des lois qui prévoient des sanctions contre les femmes en cas d'avortement illégal ».

Par le droit de réserve, ces pays ont donc opposé un refus net à la dépénalisation et à la suppression des mesures punitives prévues par certaines lois pour empêcher des avortements illégaux.

Concernant la reconnaissance du droit à l'héritage égal, certains pays dont l'Égypte ont fait clairement savoir qu'ils continueront à appliquer la loi islamique qui veut qu'une femme perçoive une demi-part de ce que reçoit l'homme.

Malgré l'appui du Canada, des États-Unis, de l'Europe et de certains pays d'Asie, le consensus n'a pu s'établir sur aucun des quatre paragraphes qui traitaient d'orientation sexuelle. De plus, toute référence directe à l'orientation sexuelle et à la discrimination contre les femmes qui en découle a été éliminée après de longues discussions. Notamment le paragraphe qui demandait de « prendre en considération les moyens légaux nécessaires afin de prévenir la discrimination sur la base de l'orientation sexuelle » a été discuté, puis supprimé.

En conclusion, si la Conférence a été l'occasion de réaliser des progrès, Beijing a également confirmé, si l'on considère la voie de détour que constitue le droit de réserve, le mouvement appréhendé vers ce que l'on appelle les particularismes culturels. Ce sont — avec le Vatican —

les États musulmans, arabes et latino-américains et quelques pays d'Afrique qui ont mis de l'avant ces notions pour refuser, au nom de valeurs religieuses ou culturelles, l'universalité de certains droits.

Ce phénomène, qui commande de nuancer les avancées de Beijing, nous place, d'autre part, devant la nécessité de réfléchir sur le procédé onusien du droit de réserve. Ce droit, dont les pays peuvent user et usent pour se dissocier nettement du consensus, favorise-t-il réellement, comme on semble le prétendre, une souplesse dans la démarche de négociation qui, à la faveur des conférences futures, permettra d'avancer dans l'agenda mondial des femmes ? Ou, à l'inverse, ce droit favorise-t-il plutôt l'inscription progressive de deux visions des femmes conflictuelles, opposées et apparemment irréconciliables, celle d'un monde religieux et celle d'un monde laïque ? ♦



Gloria Escomel
écrivaine

vous convie
à ses

**COURS DE
CRÉATION**

Groupes restreints
Tous les niveaux

20 \$ le séminaire
de deux heures

Pour plus d'information,
composez le :
(514) 731-4126

EN 1983, J'AI EFFECTUÉ UN VOYAGE

TASLIMA NASREEN

DE TROIS MOIS AU PAKISTAN AINSI

TÉMOIGNE POUR SON PAYS

QU'UN SÉJOUR DE QUELQUES

NATHALIE RICARD

SEMAINES EN INDE. TOUTEFOIS,

JUSQU'À LA CONFÉRENCE DE LA

BANGLADAISE TASLIMA NASREEN, EN

OCTOBRE DERNIER¹, JE PENSAIS

NAÏVEMENT QUE LE PAKISTAN

OCCIDENTAL ET LE PAKISTAN

ORIENTAL S'ÉTAIENT DISSOCIÉS PARCE

QU'IL ÉTAIT IMPOSSIBLE POUR UN

GOUVERNEMENT DE GÉRER UN TEL

ÉTAT AINSI RÉPARTI EN DEUX

TERRITOIRES SÉPARÉS PAR LA PARTIE

SEPTENTRIONALE DE L'INDE, SOIT

L'ÉQUIVALENT DE LA DISTANCE D'UN

ALLER-RETOUR HULL-GASPÉ.

Le Pakistan, dont la population était à 80 % musulmane, avait été ainsi constitué, en 1947, suite à l'indépendance des Indes britanniques après 200 ans de colonisation. Ce que je n'avais pas saisi, c'est que le Pakistan oriental se démarquait du Pakistan occidental par sa géographie et son économie certes, mais surtout par sa culture. D'ailleurs, dès 1940, on pensait déjà à créer la

1. La conférence a été organisée par la Chaire Concordia-UGAM en études ethniques. Elle avait pour titre « Charia et les droits de l'homme ». Taslima Nasreen est gynécologue de formation. Au moment de sa conférence, l'exilée de 34 ans résidait à Berlin.

2. Le pourcentage d'analphabètes chez les Bangladaises de plus de 25 ans est de 86,6 % alors que chez les hommes du même groupe d'âge, il est de 62,5 %. United Nations. *The World's Women 1995. Trends and Statistics*. New York, 1995, 102.

3. La Charia, d'origine coranique, est la loi sacrée de l'Islam. Elle touche non seulement la pratique religieuse mais peut tenir lieu de « code civil » et de « code criminel ». Elle régit tous les aspects de la vie musulmane.

future patrie musulmane en la répartissant en deux États souverains.

Mais la pluralité alors évoquée s'égara au cours de l'histoire, sous prétexte qu'elle contrevenait à la doctrine de l'Islam, un et unique. Comme Israël, le Pakistan est un des rares États issus d'une vocation religieuse. Toutefois, la présence hindoue, davantage que la tradition arabe, a tissé indéniablement la culture musulmane de ce pays, principalement du côté oriental qui a aussi connu le bouddhisme. Ainsi, les nouvelles frontières, que les ex-colonisateurs ont aidé à tracer suivant leurs intérêts, ont divisé des contrées qui avaient développé, au fil des siècles, un art de vivre dans la diversité religieuse spécifique à une des plus riches civilisations de cette terre.

La brève histoire que les Pakistanais orientaux et occidentaux ont partagé, soit de 1947 à 1971, a plutôt marqué la mémoire collective du sceau de l'oppression. Pendant les dix premières années qui ont suivi l'Indépendance, les Pakistanais de l'est ne se retrouvèrent pas au sein des politiques autoritaires et centralisatrices de Ayub, chef du pays des Paks. Le mécontentement a crû, si bien qu'un mouvement nationaliste s'est formé. Les revendications constitutionnelles dans le but de transformer le système fédératif pakistanais en confédération n'ont pas trouvé suffisamment d'appuis auprès de la majorité pakistanaise de l'ouest. L'union s'est arrêtée brusquement par une guerre sanglante qui a fait près de dix millions de ré-

fugiés bangladais. En 1971, le Pakistan oriental est donc devenu le Bangladesh.

En 1992, le produit intérieur brut de ce pays densément peuplé — 802,7 habitants au kilomètre carré — était de 185 \$ per capita. Porte ouverte sur les typhons et les inondations du Gange, le jeune État est l'un des plus pauvres du monde. Suite aux nombreux conflits au sein de la classe dirigeante, du contrôle de l'armée, de la dèche économique et de l'alphabétisation stagnante², l'intégrisme y a gagné de plus en plus de terrain, phénomène qui dépasse d'ailleurs les frontières du Bangladesh.

Taslima Nasreen dénonce cette progression de l'intégrisme dans sa contrée natale et prône la sécularisation de l'État. Sa conférence m'a troublée de plusieurs façons. Pendant que je l'écoutais, des souvenirs de voyage me revenaient quoique je ne sois pas allée jusqu'au Bangladesh. Je ne sais pas pour quelle raison j'associais, injustement j'en conviens, les propos de Nasreen avec des visages, des situations qui m'ont impressionnée le long de l'océan Indien. Une fébrilité m'inonde en revoyant la peine quotidienne de trop d'humains, entremêlée de splendeurs exotiques, que mes mots d'Occidentale n'arrivent pas à dépeindre. Lors de mon passage, la loi martiale et la Charia³ étaient en application au Pakistan. Plusieurs fois apeurée, complètement dépaycée, je me suis surprise à mon tour à invoquer Dieu. De plus, j'ai eu souvent la fâcheuse impres-

sion d'être emprisonnée : difficulté de me déplacer, obligation de me couvrir, ségrégation des lieux domestiques ou de prière, etc. Mais je pense surtout aux complications laissées en arrière. J'ai perdu des amies parce que les hommes autour d'elles craignaient que je leur donne le goût de la liberté. Or, elles le possédaient déjà, par-delà ce système patriarcal si répressif. Et certaines de leurs compatriotes transportent aujourd'hui leurs cris.

En 1993, Taslima Nasreen a été condamnée à mort, par les intégristes bangladais, pour avoir écrit que le Coran devait être révisé (Nasreen, 1994) ! Comme plusieurs femmes réunies dans l'assistance à l'UQAM, je pensais qu'elle allait nous communiquer sa révolte. Mais elle a préféré nous parler, visiblement épuisée, de l'histoire de son pays et de la montée de l'intégrisme religieux. Je me sentais impuissante devant son appel à l'aide. Interpellée, j'ai essayé de comprendre en quoi ce qu'elle nous a livré s'inscrivait dans son combat. En fait, il me semble que Nasreen nous invitait, en tant qu'intellectuelles, à considérer les aspects socioculturels de son pays en faisant ressortir comment les idéologies empruntées à l'Occident s'y manifestent pour que nous évitions l'écueil de la généralisation.

La nécessité d'analyser la question «femmes et développement» en regard des particularités culturelles se dégage du bilan de la Décennie des femmes (Dawn, 1992). Cette préoccupation permettrait d'appréhender l'ensemble des activités des femmes dans les sphères de production et de reproduction. Étant donné l'accent mis antérieurement sur l'approche économique, l'étude de la sphère reproductive avait tendance à être négligée. Conséquemment, les moyens envisagés pour améliorer les conditions de vie des femmes entraînaient souvent l'effet

contraire (Rathgeber, 1994). Mal ajustés à la réalité quotidienne, les programmes d'intervention venaient plutôt s'ajouter aux tâches des femmes déjà surchargées de travail. Suite à une prise en compte du rôle incontournable des femmes dans le développement local, des arrangements technologiques ou dans l'organisation du travail ont été expérimentés pour faciliter leur participation, voire leur intégration. La



Pakistanaïses avec qui j'ai vécu en 1983

connaissance de la culture du milieu étudié facilite la mise en application de projets qui favorisent le développement durable. D'ailleurs, le cadre théorique «genre et développement» est présentement valorisé.

Cependant, il est évident que tant que des changements structurels ne seront pas apportés pour le bénéfice des femmes à long terme, l'écart entre les pays industrialisés et ceux en voie de modernisation augmentera. Le développement durable dans des conditions où les femmes ne participent pas à sa redéfinition risque de devenir un discours non pertinent sur le genre, encore aliénant pour les populations locales. Les solutions politiques élaborées dans les pays industrialisés ne conviennent pas nécessairement aux objectifs des pays en voie de développement. Les besoins essentiels de plusieurs populations des pays du Tiers-Monde ne sont même pas comblés à cause, entre autres, d'un déséquilibre commercial qui entretient l'exportation massive des ressources naturelles supposément pour régler l'endette-

ment faramineux des pays pauvres. Il semble ainsi que ce sont les intérêts conservateurs des élites multinationales qui prennent en otage la planète.

Toutefois, dans la foulée de divers nationalismes, pourtant salutaires pour réorganiser l'échiquier des relations internationales en tenant compte des pays du Tiers-Monde, les femmes se retrouvent privées de l'accès à la sphère publique, responsabilisées de la survie culturelle de leur pays. Bien souvent, elles participent à l'effort de libération mais sont vite retournées à leurs cuisines, comme ce fut le cas en Iran. Il ne fait aucun doute que les mouvements féministes dans les sociétés traditionnelles émergent de la foulée des changements sociaux provoqués par la venue du capitalisme et du nationalisme. Peu importe le type de bourgeoisie ou de capitalisme qui s'installent, le rôle et la position des femmes dans ces pays en voie de développement se modifient (Jayawardena, 1986). Dans ces circonstances, le rôle des femmes devient une pierre angulaire puisque ces dernières sont, en partie, dépositaires du bagage culturel à transmettre, étant donné leur position traditionnelle auprès des enfants.

Comme nous le rappelait Nasreen, le Bangladesh, véritable mosaïque culturelle, linguistique et religieuse, a rarement été unifié politiquement. Les quelques fois où une telle homogénéisation s'est produite, la religion et le colonialisme ont servi de balises aux conquérants bouddhistes ou anglais. Depuis l'Indépendance, des composantes de l'élite se disputent la définition du modèle nationaliste perçu en tant que voie unificatrice. La classe dirigeante bangladaise ayant peu de pouvoir sur la scène économique internationale, l'issue politique semble dictée d'avance. Le Bangladesh se trouve dans une position où l'identité nationale demeure fragile étant donné que sa classe dirigeante dépend des appuis étrangers. L'alliance avec les pays musulmans apparaît comme une résistance envers l'impérialisme occi-

dental. La lutte qui se concentre au niveau de l'affirmation culturelle est donc fondamentale.

Le fait que la majorité des pays du continent sub-indien ont eu des femmes à leur tête demeurent cependant un mystère pour moi. Pensons au Sri Lanka qui, dès 1960, élisait Sirimavo Bandaranaike ou au Bangladesh gouverné par Khalida Zia. Malgré cette représentation, les droits des femmes ne sont pas protégés dans ce pays. Nasreen identifie le discours intégriste comme un des principaux facteurs de cette discrimination : les pays musulmans qui garantissaient une certaine protection des droits des femmes ont tous reculé avec l'instauration de la Loi islamique. L'argument des intégristes, comme l'expliquait Nasreen, captive l'imaginaire populaire en associant tout ce qui provient de l'Ouest à l'effondrement moral, à la désintégration sociale. Le socialisme, la démocratie sont des modèles qui conduisent à la sécularisation des États. Selon eux, lorsque la religion n'est plus au centre de la société, la poussée de l'individualisme s'installe : drogue, divorces, racisme et familles dirigées par des femmes feraient alors bon ménage. L'image qu'ils brandissent de la femme occidentale illustre cette déchéance.

Il faut garder en mémoire que l'Islam se présente comme une aspiration pour tous les musulmans et musulmanes et que la communauté est déjà pensée à travers un code de lois. C'est fort complexe pour celles qui viennent de l'Ouest de comprendre une telle société d'autant plus que nous vivons dans une société laïque inspirée de la tradition judéo-chrétienne. Mais Taslima Nasreen nous enjoint de ne pas perpétuer le piège idéologique des intégristes. L'intérêt politique de l'élite religieuse est d'islamiser les différentes communautés bangladaises pour consolider son pouvoir à travers cette forme d'identité nationale. Pour ce faire, la répression s'installe envers les femmes afin qu'elles reproduisent le discours religieux investi de cette nouvelle mission. La

conférencière est venue nous dire qu'en tant qu'intellectuelles, de surcroît féministes, nous pouvons contribuer au combat qu'elle mène. L'Islam appréhendé au niveau idéologique n'est pas produit en dehors d'un contexte social, d'un discours économique, d'un espace contrôlé par les hommes qui peut être à son tour déconstruit. Comme il n'y a pas la femme, l'Islam, un et unique, n'existe toujours pas.

Trop souvent les intellectuelles occidentales rejettent ce qui est religieux. Ce désengagement appuie ironiquement la position islamiste parce qu'il annihile une des composantes culturelles centrales à plusieurs sociétés orientales. En décontextualisant leur vision de l'Islam, les féministes occidentales risquent d'alimenter un certain déterminisme, de verser dans la généralisation. La prise de parole de Nasreen nous invite à ne pas nous replier mais à multiplier les lieux de discussion afin d'approfondir notre connaissance et de démystifier les cultures étrangères, spécialement celles où les religions jouent un rôle

prépondérant. Cette sensibilisation interculturelle nous permettrait d'intégrer l'étape de la mise en application des programmes d'intervention ou de recherche dès le début de la conceptualisation d'une problématique. Comme le capitalisme, le nationalisme ou le féminisme, l'intégrisme prend aussi des accents sociaux particuliers au Bangladesh. Nasreen nous rappelle qu'il existe des courants de résistance qui s'abreuve de la diversité religieuse et linguistique des Bangladaises et Bangladais dont l'histoire est construite sous le signe de la tolérance. Les luttes féministes dans les pays en voie de développement s'associent au combat nationaliste et contre le racisme pour un idéal démocratique. Elles participent ainsi à une tradition humaniste dans laquelle nous pouvons toutes nous rejoindre.

D'ailleurs, des expériences fructueuses nous enseignent qu'en travaillant avec les femmes là où elles se trouvent et en utilisant le même langage, on réussit à progresser dans le sens d'une émergence de leur pouvoir d'action. En découvrant un pays comme le Bangladesh, on se rend compte aussi que leur expérience du nationalisme peut enrichir la réflexion sur le nationalisme au Québec et la définition de l'État qu'il entretient. Nos cadres conceptuels sont à revoir, certes, pour dépasser l'ethnocentrisme et la condescendance mais la cause féministe demeure. Le témoignage d'une femme au courage et à l'intelligence exceptionnels comme Taslima Nasreen ravive notre militantisme trop souvent endormie sous prétexte d'une mutation post-moderne. De même, les spéculations sur le genre peuvent nous faire oublier la chair dans laquelle s'inscrivent les injustices faites à l'égard des femmes. Le point de vue féministe d'une militante comme Nasreen invite à participer à la complexité des rapports qu'il soulève. En sonnant l'alarme pour son pays, la conférencière nous a sensibilisées et solidarisées. ♦

Bibliographie

DAWN. *Femmes du Sud. Autres voix pour le XXI^e siècle*. Paris : Côté-femmes, 1992.

JAYAWARDENA, K. *Feminism and Nationalism in the Third World*. London and New Jersey : Zed Books Ltd., 1986, pp. 254-261.

NASREEN, T. *Lajja*. Paris : Stock, 1994.

RATHGEBER, E. « WID, WAD, GAD. Tendances de la recherche et de la pratique dans le champ du développement », dans DAGENAIS, H. et PICHÉ, D. (dir.) *Femmes, féminisme et développement*. Montréal : McGill-Queen's University Press, 1994.

TOHIDI, N. « Gender and Islamic Fundamentalism : Feminist Politics in Iran », dans Mohanty, C. T., Russo, A., Torres, L. (dir.) *Third World Women and the Politics of Feminism*. Bloomington and Indianapolis : Indiana University Press, 1991.

CES DERNIÈRES ANNÉES, DES

POSTMODERNISME

PRESSIONS VENANT DE PLUSIEURS

ET ÉTUDES FÉMINISTES

FRONTS ONT SECOUÉ JUSQUE DANS

DANS LE CONTEXTE AFRICAIN

LEURS RACINES PROFONDES LES

PHILOMINA E. OKEKE¹

POSTULATS FONDAMENTAUX DES

ÉTUDES FÉMINISTES. D'ABORD, LES

VOIX DISSIDENTES DES FEMMES DE

COULEUR, DES LESBIENNES, DES

FEMMES PAUVRES ET DES OUVRIÈRES, PARMIS TANT D'AUTRES, ONT AMENÉ À

PRENDRE CONSCIENCE QUE LES

EXPLICATIONS UNIVERSELLES SUR LA

VIE DES FEMMES ÉVACUAIENT, NON

SEULEMENT LEURS SITUATIONS

SPÉCIFIQUES SELON LES ÉPOQUES ET

LES MILIEUX, MAIS IGNORAIENT AUSSI

D'AUTRES FORMES ORGANISÉES DE

DOMINATION, MINANT AINSI LA

POSSIBILITÉ DE S'ALLIER À D'AUTRES

GROUPES MARGINAUX. NULLE PART

AILLEURS CES PRESSIONS N'ONT

SUSCITÉ AUTANT DE CONTROVERSES

QUE DANS LES RECHERCHES

INTERCULTURELLES ET, EN

PARTICULIER, DANS LES TRAVAUX SUR

LES FEMMES DU TIERS-MONDE².

Plus récemment, l'attention des critiques paraît s'être plutôt déplacée sur le contenu et la portée des discours postmodernes. Il semble que nous n'ayons plus à choisir parmi des modèles « alternatifs » puisque nous nous sommes retrouvées dans un monde « postmoderne » et une ère « postmoderne », situation qui offre des solutions « postmodernes » aux défis féministes³.

Dans le discours académique actuel, le postmodernisme en est venu à caractériser une position excep-

tionnellement complexe. Ses manifestations, dans le discours dominant comme dans les milieux féministes, n'arrivent pas à constituer un ensemble cohérent d'idées. Comme le fait remarquer Linda Hutcheon,

les interprétations et évaluations radicalement disparates du postmodernisme sont en partie le résultat de ses politiques particulières et du curieux « lieu de rencontre » [...] qu'il occupe, inscrivait tout en subvertissant différents aspects de la culture dominante [...] (Hutcheon, 1993 : 612)

Mais, aussi disparates qu'elles peuvent sembler, ces conceptions partagent le même doute à propos de

présupposés totalisants de l'âge moderne, particulièrement la croyance que la raison et l'enquête scientifique peuvent fournir une fondation objective, fiable et universelle au savoir. (Parpart, 1993 : 439)

Dans ses analyses, la pensée féministe postmoderne reflète autant la diversité que ces thèmes communs du postmodernisme en général. Les discours qui en émergent promettent de

nous sensibiliser aux interrelations entre revendications de la connaissance [...] et pouvoir [...] [mais] cette recherche peut dissimuler ou obscurcir notre implication dans une épistémologie où les revendications pour la vérité peuvent prendre seulement certaines formes et pas d'autres. (Flax, 1990 : 48)

Par ailleurs, le courant postmoderne a émis de sévères critiques du savoir et de la pratique féministe,

trouvant dans ces derniers un terrain propice à la déconstruction puisqu'y tiennent encore des cadres analytiques et politiques hérités de l'essentialisme. Nous avons donc vu émerger des projets théoriques qui visent à

déconstruire les notions de raison, de connaissance ou d'identité et à dévoiler, sous leur façade neutre et universalisante, les marques de la division sexuelle des rôles. (Flax, 1990 : 42)

De telles critiques, tout comme dans le discours dominant, ont aussi mis en lumière le lien entre le savoir et le pouvoir. Elles nous rappellent que c'est

seulement dans la mesure où une personne ou un groupe domine entièrement la réalité qu'elle paraîtra gouvernée par un ensemble de règles ou constituée par une série privilégiée de relations sociales. (Flax, 1990 : 49)

1. Texte traduit de l'anglais par Sylvie Lamarre et Nathalie Ricard. Toutes les citations sont également des traductions libres de l'anglais.

2. Ont participé à ce débat : Hooks (1984, 1988, 1990), Spivak (1987), Lazreg (1988, 1994), Nicholson (dir., 1990), Harding (1991) et Mohanty (dir., 1991).

3. Goetz (1991) a effectué une analyse critique des approches postmodernes et du relativisme culturel en tant que « modèles courants de la théorie et du savoir féministe qui se sont développés en réaction au défi de la différence » (p. 134). Voir Nicholson (dir., 1990 et 1994), Harding (1991), pour plus de détails sur les modèles théoriques et les stratégies féministes, offerts en particulier par l'alternative postmoderne.

Le féminisme postmoderne s'est aussi niché dans l'arène du développement dans ses dimensions théoriques et pratiques. Jusque-là, l'expertise en développement avait généralement ignoré (ce qui fut coûteux) le savoir des femmes autochtones. Les travaux récents dans ce domaine ont cherché à renverser cette tendance en intégrant aux cadres théoriques l'expérience de ces femmes, non seulement pour être informés par elles, mais aussi pour transformer ce qui constitue présentement la plus grande part des études féministes. Repenser le cadre théorique « intégration des femmes au développement » au sein de la connaissance et de la pensée féministes, soutiennent ces militantes, nécessite une restructuration du discours lui-même, en donnant la parole et la capacité d'agir à celles qui n'étaient jusqu'ici qu'objets du discours et en apportant ainsi leur expérience dans l'élaboration d'une praxis, spécialement aux divers niveaux institutionnels (Parpart, 1993).

Mais l'incursion postmoderne n'est certainement pas bienvenue dans tous les milieux politiques ou intellectuels féministes. Elle est loin de faire l'unanimité; il existe un degré significatif d'hésitation, même au sein de ses partisans. Essentiellement, les critiques visent le statut épistémologique et politique du discours postmoderne. Selon Sandra

4. Voir, par exemple, Di Stefano (1990), en particulier pp. 75-76.

5. J'utilise l'expression « économie politique du savoir féministe » pour référer aux interactions entre les divers groupes intellectuels et politiques au sein dudit savoir. Je renvoie, plus particulièrement, aux hiérarchies inhérentes aux organisations qui créent des inégalités dans l'accès aux lieux de débat où les préoccupations féministes sont considérées et discutées. Cet accès inégal est renforcé, entre autres, par la suprématie blanche et l'impérialisme occidental et a largement avantage les chercheuses blanches de la classe moyenne.

6. Pour un compte rendu historique, voir Okeke (1994).

Harding, n'est pas très clair ce que le postmodernisme entend par « nouveau » et « différent » dans les revendications faites par celles qu'il prétend maintenant défendre (Harding, 1991 : 183). Après tout, argumentent certains critiques, les prétendues voix marginalisées ont déjà fait des revendications similaires sous des formes variées, demandant qui sont pourtant restées lettre morte. Ayant « légitimé » les politiques de revendication du savoir, le discours postmoderne semble tenu de servir autant comme lieu de débat pour les groupes exclus que comme voix de ces mêmes groupes. Comme Michele Wallace le mentionne, la « critique postmoderne [...] rend compte de la présence au monde de l'étranger, de l'immigrant ou du nomade », mais se place elle-même comme extérieure à son objet de recherche (Wallace, 1989 : 53). Résolues à défendre ces voix submergées, les détentrices de la parole ne semblent pas conscientes des relations de pouvoir qui les positionnent comme « garde-frontières » définissant la ligne de partage entre le « même » et l'« autre », tout en s'appropriant la parole de ce dernier (Wallace, 1989 : 53).

Il ne s'agit pas ici de critiquer le postmodernisme en lui-même; cela a déjà été fait ailleurs⁴. Ma préoccupation première concerne ce qui, du discours postmoderne, s'est infiltré dans celui des féministes sur la différence et sur les questions soulevées dans le contexte africain. Les critiques féministes postmodernes ont redonné de l'emphase à la théorie, l'analyse et l'action branchées sur les spécificités de savoirs pluriels et localisés. Soutenir les relations entre féministes africaines et occidentales s'avère crucial au développement d'un corpus durable de travaux de chercheuses africaines. Mais, étant donné que, dans le champ, des relations entre penseuses africaines et occidentales existent déjà, force est de questionner l'apport réel du postmodernisme, de se demander notamment jusqu'à quel point il peut réellement changer nos façons de faire en recherche.

L'économie politique du savoir féministe en Afrique sub-saharienne⁵

De toute évidence, le scepticisme vis-à-vis du courant postmoderne a davantage à voir avec son statut parmi les voix « Autre[s] » qu'avec la validité de ses arguments. Comme plusieurs féministes de couleur l'affirment, le débat sur la différence, la diversité et la représentation ne provient pas du postmodernisme. Les féministes noires des États-Unis et du Royaume-Uni ont montré que, dès le début des années 70, les relations entre féministes blanches et de couleur, autant à l'intérieur des mouvements de femmes que dans l'arène académique, étaient fragiles. Sans équivoque, ces travaux ont rejeté un mouvement politique pour les femmes qui ne réussissait pas à reconnaître les particularités de leur expérience, leur refusant ainsi le droit d'y exprimer leur oppression.

Les attaques des féministes du Tiers-Monde rejoignent l'argument fondamental de ces féministes noires occidentales qui soutiennent que

les inégalités basées sur des différences raciales, sexuelles ou de classe sociale sont imbriquées dans la création du savoir et des politiques féministes. (Bhavnani, 1993 : 96)

Pour plusieurs chercheuses africaines, la conférence « Femmes et développement » de 1976 au Collège Wellesley a marqué un tournant décisif pour les études interculturelles et pour les collaborations politiques. Les déléguées africaines et du Tiers-Monde questionnèrent les bases d'une alliance politique stimulée principalement par des préoccupations patriarcales et insistèrent pour que soit abordée la question des relations impérialistes avec l'Occident. Ces délibérations débouchèrent sur des échanges qui ont duré jusqu'au milieu des années 80. Durant cette période, l'activité débordante des chercheuses autochtones a conduit à l'établissement de nombreux centres de recherche⁶.

L'économie politique de la production de la connaissance sur les femmes africaines a été soulevée par

les chercheuses africaines dans divers cercles académiques. Amadiume (1987) a soutenu — peut-être avec plus de vigueur — que la production, le contenu et l'utilisation des connaissances sur les femmes africaines échappaient à leur contrôle. Elle a insisté sur le fait que les tendances dominatrices de l'Occident dans les études africaines doivent laisser la place à l'expérience autochtone. Cette opinion est partagée par nombre d'autres chercheuses africaines comme Philomina Steady, Bolanle Awe, Olufemi Taiwo, Tiyambe Zeleza et Ayesha Imam.

Cette vigoureuse critique du féminisme occidental semble avoir sonné le glas d'une époque. Ces voix fortes et distinctes des années 80 se sont vues éteintes par celles, grandissantes, des critiques postmodernes des années 90. Il a été largement reconnu que le débat postmoderne a tout simplement propulsé les voix jusque-là marginales de la pensée féministe vers son centre. Comme l'avance Parpart, à l'instar d'un nombre important d'éminentes chercheuses, la vague postmoderne « a offert des munitions aux femmes qui se sentaient exclues » (Parpart, 1993 : 443).

Ceci vaut bien sûr pour les femmes de couleur occidentales, mais qu'en est-il des groupes non occidentaux qui peuvent difficilement s'abriter sous les tendances que prennent ces études ? Enfin, demeure l'impression que l'attention est détournée de questions fondamentales qui se doivent d'être posées : est-ce que le débat postmoderne a su allier de manière significative la théorie à la possibilité d'agir ? Combien de temps durera la reconnaissance des voix jusque-là silencieuses ? Est-ce que cette explosion de connaissances postmodernes contient le potentiel nécessaire pour rétablir les relations entre féministes ou est-ce qu'elles finiront, au contraire, par noyer ces voix « Autre[s] » ? Les personnes impliquées dans les études sur les femmes africaines devraient être préoccupées par les mêmes questions. À ce propos,

examinons un certain nombre de difficultés qui méritent l'attention.

D'abord, nous constatons avec tristesse que la somme des connaissances sur les femmes africaines, tout comme celle sur les peuples africains, a été majoritairement produite à l'extérieur du continent. Même si les chercheuses autochtones ont graduellement pénétré cette littérature, les vestiges de l'histoire coloniale et le sexisme, contre quoi elles luttent, a toujours un impact



Marché africain

déterminant sur leur insertion. De plus, même si les forces occultes de l'héritage colonial ont pu être exorcisées, les études sur les femmes africaines n'ont pas échappé à la forme plus subtile, mais non moins dangereuse, du biais paternaliste qui régit les relations entre les intellectuelles africaines et les africanistes⁷.

Le statut des femmes blanches dans les études sur les Africaines a longtemps été justifié par le privilège colonial. Nombre de chercheuses occidentales ont cependant plaidé en faveur du développement d'un corpus viable des études africaines produit par les autochtones. Mais ces bonnes intentions ont ignoré, à propos, les relations de pouvoir impliquées dans cette production de la connaissance, c'est-à-dire la façon dont elles minent l'essor des voix autochtones.

De plus, ces derniers temps, les travaux féministes sur le développement se sont surtout intéressés à l'exploitation internationale de la main-d'oeuvre féminine, particulièrement dans les nouveaux pays industrialisés d'Asie. Ce changement a pu diminuer les études sur les Africaines et, ainsi, compromettre également l'évolution des travaux entrepris par les autochtones elles-mêmes.

D'autre part, pour celles qui vivent en Afrique ou s'identifient de près à la situation des Africaines, se conformer aux cadres théoriques féministes s'avère une expérience pénible. Je me rappelle ma profonde frustration lorsque, étudiante au doctorat, j'essayais d'adapter les théories et méthodologies féministes à la complexité des relations sociales dans le Nigéria postcolonial. Je me suis confrontée à ce que Femi Taiwo appelle la

« pauvreté de la théorie » qui se manifeste par une insuffisance chronique aussi bien que par une complète inadéquation théorique. (Taiwo, 1988 : 26)

Les concepts et catégories théoriques avec lesquelles je devais travailler ne pouvaient pas rendre visibles toutes les dimensions de l'organisation sociale qui façonnait le mode de vie des femmes Igbo. Mais, mises à part les conditions difficiles du travail académique lui-même et en particulier du travail féministe, ce n'est pas seulement avec « la pauvreté de la théorie » que les chercheuses féministes africaines doivent jongler. Le langage même de la connaissance féministe évoque l'exclusion et la chasse gardée. Comme les chercheuses africaines ont connu plusieurs autres formes d'exclusion, un tel genre de ségrégation dans le discours postmoderne ne rend pas cette communauté intellectuelle attirante. La plupart des théoriciennes africaines, particulièrement celles qui habitent le continent, ne seraient pas impressionnées par de telles gymnastiques

7. Voir par exemple le panorama historique de la littérature sur les Africaines de Tiyambe Zeleza.

Reconstruire les relations existantes

La perspective d'une reconstruction des relations entre féministes peut sembler évidente aux yeux des critiques postmodernes, spécialement pour celles qui sont à l'avant-scène des principaux débats théoriques orientés par ce courant. Mais l'enjeu discuté ici concerne les termes de l'engagement entre les différentes participantes au débat qui doivent composer immanquablement avec ce qui ressort comme étant « la » connaissance féministe. Le problème, comme Haraway le souligne avec justesse, a plus à voir avec « l'éthique et la politique [...] qu'avec l'épistémologie. » (Haraway, 1991 : 178) Si les études féministes ne peuvent pas offrir une plateforme qui affirme, même en les contestant, les revendications d'un savoir particulier, la validité du féminisme en tant que savoir pour et par les femmes est menacé. Il est possible qu'un engagement prolongé avec le postmodernisme puisse éclairer les défis auxquels le féminisme est en train de se mesurer, en élucidant, par exemple, ses croisements avec les discours postcoloniaux. Mais, ce sont à peine des préoccupations dans l'immédiat.

Par ailleurs, peut-être que, au lieu de se concentrer sur l'économie politique de la production de la connaissance féministe, certaines théoriciennes africaines tiennent à maintenir une position marginale pour en revendiquer la légitimité. Mais insister uniquement sur les relations intérieures-extérieures réduit le problème à une préoccupation pour la « qualité des relations avec les gens que l'on cherche à représenter. » (Narayan, 1993 : 672) Bien sûr, nos positions, dans la mesure où elles correspondent à l'identification à des groupes différents, vont continuer à se déplacer et pourraient même « dépasser l'identité culturelle sur laquelle nous fondons le statut du 'même' ou de 'l'autre'. » (Narayan, 1993 : 672) Mais, dans la communauté intellectuelle où différents types de con-

naissance cherchent à être représentés, nous occupons des places différentes et nous ne pouvons nier le fait que les relations de pouvoir jouent entre ces différentes positions. Outre les liens avec nos objets de recherche, nous devons donc aussi considérer la qualité de nos rapports entre intellectuelles dont le savoir, les attitudes et les allégeances sont déterminés par la spécificité de la situation politique à laquelle nous nous identifions et par les inégalités inhérentes à celle-ci.

Il est vrai que, en réalité, la plupart d'entre nous chevauchons plusieurs situations politiques à la fois selon nos affinités variées, sociales ou intellectuelles, avec des groupes particuliers. Mais importe toujours qui parle et d'où il parle. D'ailleurs, les critiques postmodernes avancent que

la manière dont les choses dites arrivent à être entendues dépend de qui les dit, et qui les dit détermine le style et le langage utilisés, ce qui en retour a un impact sur la perception de la signification des choses dites. (Narayan, 1993 : 672)

Si la position de l'orateur ou de l'oratrice et son mode d'expression est important pour être entendu, il devient encore plus crucial qu'un auditoire soit constitué afin que la connaissance diffusée rejoigne des individus ou des groupes qui la confirment ou la contestent. Ainsi, les Africaines, vu leur position marginalisée, ne peuvent enrichir la discussion. Il est donc primordial que les penseuses africaines détiennent une part « effective » dans les débats. Il importe aussi que leur point de vue soit suffisamment valorisé pour contribuer, à part entière, au façonnement de l'image du féminisme et de la connaissance féministe.

La réalité dérange : peu d'Africaines participent à l'élaboration du savoir sur leurs propres vies. Personne ne semble questionner notre statut lorsque nous sommes invitées à donner la perspective de l'« autochtone », souvent afin de compléter leur démonstration. Toutefois, lorsque nous prenons position, nos opinions sont

intellectuelles, étant donné les motivations qui les ont attirées vers la cause féministe dont, notamment, la lutte contre leur exclusion. L'ironie d'un projet intellectuel qui tente d'harnacher la diversité des voix féminines dans des termes aussi tortueux ne doit pas nous échapper. Cependant, qui sait si celles qui sont prêtes à plonger sans ambages dans le postmodernisme ne pourront pas éventuellement nous instruire sur ce problème de la juste représentation dont a hérité le féminisme ? Mais, en ce moment, on se demande surtout comment un discours qui origine du questionnement sur le « contexte du savoir dans les pays les plus développés » (Lyotard, 1984 : xxiii) puisse s'adresser à l'ensemble de la collectivité féminine, incluant les femmes vivant en dehors de ces nations.

Les études interculturelles féministes en Afrique ne se sont évidemment pas encore remises de l'impasse des années 70. Même si divers groupes ont cherché à rétablir les liens, les frictions apparaissant lors de rencontres diverses sont de constants rappels de disputes non résolues. Lors d'une récente conférence sur les études africaines, de nombreuses Africaines ont interrompu une collègue blanche, panéliste, alors qu'elle tentait de faire correspondre la présentation d'une chercheuse africaine avec un cadre conceptuel « convenable ». Elles mirent en doute avec véhémence l'utilisation d'« un cadre conceptuel foucauldien » pour universaliser et subordonner ce qu'elles considèrent, non seulement complexe, mais aussi unique à une organisation sociale particulière. Comme l'exprimait avec chaleur une participante : « Si on commence avec Foucault, on ne se rendra jamais en Afrique ! »⁸ Il est devenu de plus en plus évident qu'ignorer le problème ne le dissipera pas. Un dialogue plus systématique se révèle nécessaire, mais, afin d'en dégager les grandes orientations, il faut d'abord poser un regard critique sur l'état actuel de la connaissance.

8. L'auteure a été témoin de cet incident.

démantelées : notre statut de « natives » nous dépouillerait de toute réflexion critique. Cette stratégie réussit probablement à déculpabiliser ou à acheter la paix. Invariablement, elle fonctionne aussi pour discréditer notre apport lors de débats où les enjeux importent. L'outrage et la stupéfaction manifestées par les chercheuses féministes blanches, lors de la conférence dont il a été question plus haut, suggère qu'elles ne s'attendent pas à être contestées. Certaines ont pu être particulièrement troublées étant donné leur implication dans le champ. Mais une telle réaction peut aussi cacher « un désir de contrôler » le champ qui résiste à tout questionnement, même de celles qui sont directement concernées par la recherche (Alcoff, 1994 : 299). Il serait naïf de penser que restructurer les relations entre féministes dans ces conditions serait un processus facile. L'établissement d'un dialogue génère des tensions spécifiques. Mais il me semble que notre engagement mutuel pour élever le statut des Africaines (et de toutes les femmes du monde) pourrait suffire à transformer notre volonté politique en actions.

De l'aveu général, la responsabilité de reconnaître les voix marginales ne dépend pas uniquement de l'imaginaire collectif appartenant au « centre ». Des chercheuses africaines en Occident relèvent le défi de créer des liens académiques et politiques avec les chercheurs de leur continent d'origine. Ces réseaux se révèlent nécessaires pour donner une voix aux multiples réalités de la condition féminine en Afrique. Nous ne pouvons pas commencer à parler de cadres théoriques, d'analyses, de concepts ou de méthodologies avant que la diversité de nos expériences de vie soit explorée. Sans de telles études, nous ne pourrions pas préciser adéquatement nos positions, spécialement sur des sujets délicats culturellement, comme la polygamie, l'excision ou le contrôle des naissances. Nos prises de position nécessitent la formulation de directives claires sur lesquelles

nos alliées pourront ancrer leurs analyses et actions. Je dirais, en conclusion, qu'il ne peut pas survenir de changements significatifs si l'éco-

nomie politique de la connaissance féministe, incluant ses grands schèmes postmodernes, ne répond pas à ces efforts. ♦

Bibliographie

Alcoff, Linda. (1994). "The Problem of Speaking for Others". *Feminist Nightmares: Women at Odds: Feminism and the Problem of Sisterhood*, sous la dir. de Susan Ostrov Weisser et Fleischer. New York: New York University Press, p. 285-309.

Amadiume, Ify. (1987). *Male Daughters, Female Husbands: Gender and Sex in an African Society*. London: Zed Books.

Bhavnani, Kum-Kum. (1993). "Tracing the Contours: Feminist Research and Feminist Objectivity". *Women's Studies International Forum*, vol. 16, no 2, p. 95-104.

Flax, Jane. (1990). "Postmodernism and Gender Relations in Feminist Theory". *Feminism/Postmodernism*, sous la dir. de Linda Nicholson. New York: Routledge, p. 39-62.

Goetz, Ann Marie. (1991). "Feminism and the Claim to Know: Contradictions in Feminist Approaches to Women in Development". *Gender and International Relations*, sous la dir. de Rebecca Grant et Kathleen Newland, Bloomington: Indiana University Press, p. 133-157.

Harding, Sandra. (1986). *The Science Question in Feminism*. Milton Keynes: Open University Press.

Haraway, Donna J. (1991). *Simians, Cyborgs and Women: The Reinventions of Nature*. New York: Routledge.

Hooks, Bell. (1984). *Feminist Theory From Margin to Centre*. Boston: South End Press.

_____. (1988). *Talking Back: Thinking Feminist, Thinking Black*. Toronto: Between the Lines.

_____. (1990). *Yearning: Race, Gender and Cultural Politics*. Toronto: Between the Lines.

Hutcheon, Linda. (1993). "Postmodernism". *Encyclopedia of Contemporary Literary Theory: Approaches, Scholars, Terms*, sous la dir. de Irena R. Makaryk, p. 608-609.

Lazreg, Marnia. (1994). *The Eloquence of Silence: Algerian Women in Question*. London: Routledge.

Lyotard, Jean-François. (1984). *The Postmodern Condition: A Report on Knowledge*. Minneapolis: University of Minnesota Press.

Mohanty, Chandra Talpade, Ann Russo et Lourdes Torres (dir.). (1991). *Third World Women and the Politics of Feminism*. Indianapolis: Indiana University Press.

Narayan, Kirin. (1993). "How Native Is a "Native" Anthropologist?". *American Anthropologist*, vol. 95, no 3, p. 671-686.

Nicholson, Linda (dir.). (1990). *Feminism/Postmodernism*. New York: Routledge.

Okeke, Philomina E. (1994). "From Global Sisterhood to the Assertion of Difference: The Emerging African Feminist Scholarship". *African Update: a Newsletter of the CCSU African Studies Program*. Automne, p. 6-7.

Parpart, Jane L. (1993). "Who is the "Other"?: A Postmodern Feminist Critique of Women and Development Theory and Practice". *Development and Change*. Vol. 24.

Spivak, Gayatri C. (1990). *The Post Colonial Critic: Interviews, Strategies and Dialogue*, sous la dir. de Sarah Harasym, London: Routledge.

Taiwo, Olufemi. (1988). "Women's Studies Methodologies". *Women's Studies in Nigeria and Canada: A Comparative Approach. Proceedings of the Initial Workshop for the Canada-Nigeria Linkage in Women's Studies*, Canadian International Development Agency (CIDA), p. 26-37.

Wallace, Michele. (1989). "The Politics of Location: Cinema/Theory/Literature/Sexuality/Me". *Framework*, no 36.

Zezeza, Tiyambe. (1993). "Gendering African History" [Book Review]. *African Development*. Vol. 18, no 1, p. 99-117.

AU MOIS D'OCTOBRE, AVEC LE

« À-PART-TENIR », QUE FAISONS-NOUS ?

CENTRE DES FEMMES DE L'UQAM ET

HALTE AMI, LES REPRÉSENTANTES

ÉTUDIANTES À L'IREF ONT ORGANISÉ

NATHALIE RICARD

UN CAFÉ-RENCONTRE SUR LE THÈME

DES CONDITIONS DE VIE DES ÉTUDIANTES. CETTE RENCONTRE FUT FORT INTÉRESSANTE. NOUS ESPÉRONS QU'ELLE AURA DES SUITES, COMME À TRAVERS DES ATELIERS OU UNE CHRONIQUE SUR LA VIE ÉTUDIANTE DANS CETTE REVUE. EN EFFET, CERTAINS CONSTATS QUI ONT ÉTÉ DÉGAGÉS RAPIDEMENT LORS DE LA DISCUSSION MÉRITENT PLUS D'ATTENTION.

Des conditions de vie étudiante à changer

Il ressort que le cursus privilégié à l'université tarde à s'ajuster à la clientèle à temps partiel, filière dans laquelle les femmes se trouvent nettement majoritaires. Étant donné les emplois qu'elles occupent, elles bénéficient moins souvent que les hommes des programmes de formation continue (Audet, 1987). D'autre part, 40 % des femmes se retrouvent encore dans des secteurs d'études traditionnellement féminins, et elles demeurent plus pauvres que les hommes (Bisson, 1994). Ceci limiterait leur engagement dans les étu-

1. La question des heures d'ouverture des bibliothèques préoccupe aussi les étudiantes et les étudiants. Ils se sont d'ailleurs mobilisés avec succès l'an dernier alors qu'une diminution des heures d'ouverture avait été annoncée. Même en ce moment, la bibliothèque n'est pas facile d'accès à celles et ceux qui cumulent travail et études.

des supérieures. Plusieurs femmes conjugent aussi les études avec les responsabilités familiales. Mais nous ne possédons pas d'information sur les stratégies qu'elles utilisent pour remplir leurs multiples rôles comme mère, travailleuse, étudiante, etc. Toutefois, il est démontré que l'équilibre entre le travail rémunéré et le travail scolaire est difficile à gérer. En effet, la moyenne académique chute si l'élève travaille plus de dix heures. Au-delà de trente heures de salaire, l'abandon devient plus fréquent. Par ailleurs, en jumelant travail rémunéré et travail académique, l'étudiant ou l'étudiante prend souvent moins de cours ou perd l'équivalent d'une journée d'étude (Conseil des universités, 1993 : 24).

Horth (1992) identifie quelques obstacles à la poursuite d'une carrière universitaire chez les femmes : la maternité, l'absence de la notion de genre dans le discours académique, la pénurie de modèles, le manque de crédibilité de la connaissance féministe ou de l'apport spécifique des femmes à la science et, enfin, la misogynie de certains individus en position de pouvoir. L'auteure conclut qu'une discrimination systémique s'exerce à l'égard des professeures. Comment ne pas penser que cette condition se répercute chez les étudiantes ?

Depuis deux ans, à maintes reprises, lors de nos rencontres avec des étudiantes, la nécessité d'intervenir face à la pénurie des garderies a été soulevée. Toutefois, un moratoire

sur la création de garderies existe présentement. D'après l'Office des services de garde à l'enfance, il se terminera en mars 1996. En attendant une nouvelle législation, des haltes-garderies pourraient cependant être développées. Elles seraient fort utiles sur un campus universitaire, entre autres pour une clientèle à temps partiel. Selon un représentant de l'Association générale étudiante des secteurs sciences humaines, arts, lettres et communications de l'Université du Québec à Montréal (AGEsshalcUQAM), l'augmentation du nombre de places ainsi qu'un horaire flexible des garderies sont des demandes exprimées de manière récurrente par un nombre important d'étudiants et d'étudiantes. Néanmoins, personne ne s'occupe activement de ce dossier alors que plus d'un étudiant (étudiante ?) sur dix a des enfants (Bisson, 1993).

L'Association générale des étudiants se concentre plutôt sur des dossiers tels la hausse des frais de scolarité et veille à préserver certains acquis¹, avec raison, puisque plus de 80 % des étudiants vivent sous le seuil de la pauvreté (AGEsshalcUQAM, 1995). Outre les rapports statistiques sur l'aide financière, plusieurs études que nous avons recensées n'analysent pas de façon croisée les variables sexe, origine culturelle et revenu. Il devient alors difficile de préciser les particularités statistiques de la clientèle féminine, de plus en plus diversifiée au niveau de l'appartenance

LES CONDITIONS DE VIE PSYCHOLOGIQUES DES ÉTUDIANTES ET ÉTUDIANTS À L'UQAM

HÉLÈNE MOUSSEAU

Le Centre d'écoute est présent à l'UQAM depuis août 1987 et offre gratuitement, grâce à son équipe de bénévoles recrutés parmi les membres de la communauté universitaire, plusieurs services de prévention psychosociale adaptés et destinés principalement aux étudiants de l'UQAM : écoute face à face, service de référence sur diverses ressources d'aide spécialisée, soutien pratique et assistance documentaire pour les travaux étudiants. Le Centre organise aussi des activités de prévention comme des semaines thématiques sur l'isolement, la prévention du suicide, la gestion du stress, l'aide entre pairs et la lutte contre l'alcoolisme et la toxicomanie.

Lors du café-rencontre du 18 octobre dernier, les statistiques présentées — reproduites ci-après — provenaient exclusivement du service d'écoute. Il est important de se souvenir que ces chiffres sont tirés des rencontres confidentielles et anonymes où aucune question d'identification n'est posée aux gens concernant, par exemple, leur occupation ou leur champ d'études. Les statistiques d'occupation sont donc compilées d'après ce que la personne a pu dire lors de l'entrevue. Par exemple, si une étudiante parle exclusivement de sa relation de couple, son occupation sera inconnue.

Afin d'apporter au café-rencontre des données plus récentes et plus spécifiques concernant les conditions de vie des étudiantes, nous avons compilé environ les 2/3 des écoutes qui avaient été offertes depuis le début de la session. Un effort particulier a été fait afin de soutirer des statistiques précises sur les difficultés

exprimées par les femmes. Il est intéressant de comparer ces données, cependant nous n'avons fait aucune corrélation ni interprétation.

Le Rapport annuel d'activités 1994-95 est disponible pour consultation au Centre Halte Ami, et le Rapport 1995-1996 sera préparé au printemps prochain.

Le Centre est ouvert à toutes et à tous, et vous êtes invités à vous informer davantage sur ses services. Il est situé au pavillon St-Jacques de l'UQAM (1259, rue Berri), local SJ-8100, et est ouvert du lundi au vendredi de 9h à 18h. Tél. : 987-8509

1. Sur les 82 écoutes compilées, du 5 septembre au 17 octobre 1995 au Centre Halte Ami, les appels provenaient de femmes à 60 % et de la population étudiante à 65 %. À noter : plusieurs difficultés peuvent être abordées lors d'une écoute.

2. Trois types de situations se retrouvent dans cette catégorie « suicide ». Elle comprend les personnes qui expriment des idées suicidaires, celles qui vivent un deuil suite au suicide d'une au d'un proche et, enfin, celles qui expriment leurs inquiétudes à propos d'une personne en crise suicidaire.

culturelle. D'autre part, les chercheurs avancent que l'isolement, l'endettement, la prolongation du temps d'études, l'éloignement géographique sont des éléments avec lesquels l'ensemble de la population étudiante jongle. Pour compléter nos données, Hélène Mousseau, responsable des services à la clientèle du Centre d'écoute et de référence Halte Ami nous a dressé un portrait des difficultés psychosociales que vivent les personnes qui les contactent (voir l'encadré ci-contre).

Par ailleurs, depuis les années 1960, notre système d'éducation a enregistré d'importants progrès. Il s'est démocratisé notamment en devenant plus accessible aux femmes et aux individus de différentes classes sociales. Mais, présentement, l'université se déserte progressivement en tant que milieu de vie et les acquis dans le processus de démocratisation restent fragiles. Enfin, il serait intéressant que des éléments soulevés lors de ce café-rencontre mènent à des actions ou, du moins, fassent l'objet d'un forum de discussion au cours duquel plus d'étudiantes et d'étudiants pourraient intervenir. À notre avis, les liens entre leurs difficultés psychosociales et leurs conditions de vie devraient faire l'objet d'une recherche plus approfondie. Chez les étudiantes de l'IREF, une telle réflexion se pose aussi à propos du développement d'un sentiment d'appartenance.

DIFFICULTÉS ABORDÉES LORS DES ÉCOUTES¹

statistiques représentatives en pourcentage	♂ et ♀	♀
Solitude, isolement	29	18
Relations interpersonnelles	27	20
Manque de confiance	24	16
Stress, angoisse, anxiété	23	17
Suicide ²	15	9
Relations de couple	11	7
Difficultés scolaires	11	4
Relations parents/enfants	10	8
Difficultés financières	7	5

Comment se porte le féminisme ?

Il semble que le fait de ne pas avoir de lieu social commun soit un obstacle à l'enracinement d'un sentiment d'appartenance à l'IREF. L'idéal serait d'aménager un coin à nos goûts, peut-être au pavillon Hubert-Aquin ou dans un autre endroit : rêvons... En attendant, les cours de synthèse sont sans équivoque très importants pour les étudiantes parce qu'ils leur permettent de faire le point sur les connaissances apprises, de nouer des liens et ainsi de sortir de l'isolement. D'ailleurs en-dehors des lieux où les féministes choisissent de se rencontrer, les étudiantes de la concentration se sentent parfois isolées avec leur perspective d'études et de recherches car le débat féministe demeure quasiment absent des divers départements. Un genre de jumelage entre celles qui ont fait les cours de synthèse et celles qui les débute gagnent à se former pour développer l'entraide.

De manière générale, nous possédons peu de données sur les étudiantes et, particulièrement, sur celles qui partagent une perspective féministe. Au-delà des liens d'amitié, nous ne nous connaissons pas en tant que groupe social tout en pressentant, pour avoir vécu à quelques reprises des moments magiques avec des inconnues, qu'il existe une solidarité entre nous. Mais quelles formes prend-elle ? Comment les étudiantes qui partagent une perspective féministe analysent-elles leur situation actuelle à l'université ? Sommes-nous face à un féminisme prêt-à-porter que l'on vêt à tel ou tel genre d'occasion, dans tel ou tel genre de local ? La tenue postpartriarcale fait d'ailleurs fureur...

À l'UQAM, en ce moment, les associations les plus populaires s'inspireraient davantage d'un courant humaniste que d'un projet identitaire issu de la symbolique des mouvements sociaux modernes. Ce déplacement permettrait plus facilement de vibrer cosmopolite à l'heure de la mondialisation des mar-

chés et des cultures. Ce changement diversifie aussi la signification donnée aux multiples formes du féminisme. Ceci n'est pas sans soulever d'épineux problèmes éthiques et politiques au fur et à mesure que de nouveaux acteurs et de nouvelles actrices complexifient les enjeux et que des transferts de connaissances tentent de s'opérer. Pour rester en *post-*, dans la verve fonctionnaliste, on s'exerce à dégager des valeurs éthiques qui dépassent les particularismes, des valeurs quasi virtuelles; comme si ce qui se définissait à un cran supérieur était plus légitime.

Dans ce contexte, les affirmations identitaires sont souvent déniées malgré leur nécessité. Si c'est la notion même de l'intérêt collectif dont il est question, comment convaincre que le féminisme participe aussi à celui-ci ? Car le féminisme est « aussi » pluriel dans son discours et son action, au risque de le répéter, particulièrement dans les associations mixtes, mais surtout car les femmes nous tiennent à coeur. L'IREF est une structure qui est à la croisée de plusieurs courants étant donné la dispersion de ses lieux d'insertion et le développement de ses alliances. Or, les liens avec sa base nécessitent peut-être une mise au point afin de solidifier sa diversité.

Tandis que la droite, la gauche et les « -ismes » s'entrecroisent et renouvellent leurs concepts, les étudiantes et étudiants reçoivent des outils pour les aider à saisir ces paradoxes, à formuler de nouvelles pistes d'analyse et d'intervention. Or ce sont les échanges dans les lieux communs qui rythment le sens des interrogations, qui permettent aux étudiantes et étudiants de faire un tel exercice à l'échelle microscopique, d'autant plus que l'université demeure un lieu d'intégration sociale plus protégé que celui du monde du travail. Au niveau des études féministes, c'est comme si nous nous retrouvions à un carrefour générationnel qui nous oblige à revoir nos liens de solidarité pour réussir à transmettre ou à redéfinir les objectifs et les valeurs qui préva-

laient lors de la création de l'IREF. Où se passe donc cet exercice afin que les aspirations des plus jeunes se retrouvent dans un nouveau consensus ? La délaissée des étudiantes et étudiants de plusieurs associations provient de la compétition, certainement, et d'un manque de moyens, tels l'argent et le temps, accentué par le fait que les chances de trouver un emploi sont minces. Cependant, il pourrait aussi être question d'une résistance à la bureaucratisation grandissante qui s'observe à l'UQAM, la soi-disant université populaire, et à laquelle l'IREF ne semble pas échapper.

La majorité des étudiantes ne réalisent probablement pas le travail qu'accomplissent les professeures au sein des structures de l'université parce qu'elles n'en entendent pas parler. En fait, à l'heure actuelle, les femmes en sont rendues à l'exigence d'investir les lieux décisionnels. Or cette avancée se passe dans un contexte difficile où le ton est aux coupures, à la rectitude politique, aux ressources humaines raréfiées, sur un fond antiféministe. On réalise de plus que seules les féministes, à quelques exceptions près, vont défendre leur perspective que ce soit dans les cours, les associations, les groupes de recherche ou au sein de multiples comités. L'avenir de l'IREF ne devrait donc pas être laissé aux mains d'un petit groupe, mais élargi au bassin étudiant afin qu'il participe aussi à la vitalité de l'Institut, lui conférant ainsi une assise collective.

Graduellement, l'intervention féministe autre que bureaucratique s'est vue reléguée aux associations étudiantes. Ce glissement a pu être perçu par les étudiantes comme le signe d'un mouvement qui se désolidarise. Pourtant, nous visons toutes l'amélioration des conditions d'études des femmes. Dans le contexte actuel, il nous semble qu'une dispersion des lieux d'engagement féministe ne suscite pas un sentiment d'appartenance à l'IREF, spécialement chez les étudiantes. L'IREF ne peut rejoindre les étudiantes qu'à travers la dimension intellectuelle. Pour que se maintienne la

conviction que le féminisme à l'UQAM n'est pas récupéré par les structures, elles doivent pouvoir se retrouver à l'IREF dans leur diversité et, en premier lieu, dans leur réalité comme étudiantes. L'IREF où professeures, chargées de cours et étudiantes de plusieurs disciplines se côtoient gagnerait à faire sentir davantage sa présence, voir à ré-armer féminismes pratique et théorique dans l'enceinte de l'UQAM. Il est à souhaiter que les étudiantes participeront à cet ancrage éventuellement.

Ces quelques pistes de réflexion émanent de nombreux échanges avec des étudiantes inscrites à la concentration en études féministes ou impliquées au Centre des femmes de l'UQAM. Elles tentent de répondre à une question fondamentale : pourquoi les étudiantes qui se préoccupent des femmes dans leurs travaux ou au niveau du militantisme ne s'inscrivent-elles pas à la concentration en études féministes ou ne fréquentent-elles pas l'IREF? ♦

Bibliographie

AGESHALUQAM. *Une nécessité : la gratuité des études universitaires. Mémoire déposé dans le cadre des consultations des États généraux de l'éducation.* Montréal, septembre 1995.

AUDET, M. *Les étudiants à temps partiel à l'Université. Profil d'inscription, situation financière et origine sociale.* Québec : Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Science, janvier 1987.

BISSON, M. *Étude sur la dette accumulée par les bénéficiaires de l'aide financière aux étudiants.* Québec : Ministère de l'Éducation, 1994.

BISSON, M. *Statistiques sur l'aide financière aux étudiants. Rapport 1992-1993.* Québec : Ministère de l'Enseignement supérieur, novembre 1993.

CONSEIL DES UNIVERSITÉS. *Les enjeux du système universitaire québécois : vers une redéfinition des rapports entre les universités et la société.* Ste-Foy (Qc) : PUQ, 1993.

HORTH, L. *Étude des modes d'embauche des personnes à titre de professeur dans les universités québécoises et leurs impacts sur l'embauche des femmes.* Québec : Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Science — Comité de concertation des universités sur la condition des femmes, février 1992.

Sommaire des activités

COMME CHAQUE ANNÉE, LES REPRÉSENTANTES DES ÉTUDIANTES DE L'IREF ONT ORGANISÉ PLUSIEURS ACTIVITÉS. CES DEUX ÉTUDIANTES SONT ÉLUES LORS DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE POUR UN MANDAT DE DEUX ANS. ELLES SIÈGENT AUSSI AU CONSEIL DE L'IREF. ACTUELLEMENT, CES REPRÉSENTANTES SONT ANNE DERET ET NATHALIE RICARD, MAIS NOTRE MANDAT SE TERMINERA À LA FIN DE LA PRÉSENTE SESSION. NOUS PROFITONS DONC DE L'OCCASION POUR CONVIER LES ÉTUDIANTES DE 2^e ET 3^e CYCLE À SOUMETTRE LEUR CANDIDATURE EN VUE D'ASSURER LA RELÈVE. LES ÉLECTIONS AURONT LIEU LE 23 MAI PROCHAIN (CONTACTEZ LE 987-6587 POUR PLUS D'INFORMATIONS).

Nos différentes activités cherchent à rejoindre les étudiantes à travers leurs intérêts et à développer un sentiment d'appartenance à l'IREF. Voici un bref compte rendu de celles tenues depuis septembre dernier.

Au début de chaque session, nous avons l'habitude de nous réunir pour un « cinq à sept » afin d'accueillir les nouvelles étudiantes inscrites aux concentrations en études féministes. L'invitation s'adresse aussi à toute personne intéressée aux services offerts par l'Institut. Une brève présentation des membres du Conseil de l'IREF a lieu. C'est donc une occasion pour les membres de se retrouver.

Lors de l'ACCUEIL de l'automne dernier, nous n'avons pas obtenu la participation escomptée malgré une invitation faite aux étudiantes étrangères. C'était un de ces moments où Anne et moi avons sérieusement songé à suivre des cours en marketing (sic!). Il a été suggéré que les étudiantes qui désirent du boulot envoient leur curriculum vitae aux professeures affiliées à l'IREF. Aux retrouvailles de la session d'hiver, nous avons présenté le vidéo *Les marcheuses*, produit en 1995 par le Groupe d'Intervention Vidéo (GIV) sur la marche des femmes contre la pauvreté, « Du pain et des roses ».

L'ATELIER D'INFORMATION SUR LES BOURSES D'ÉTUDES qui a eu lieu à la fin septembre, avec Gaétane Lemay, du Service de l'aide financière, et Marie-Louise Lefebvre, coordonnatrice à la recherche de l'IREF, a été fort apprécié. Merci encore à nos invitées! Le Service de l'aide financière (volet bourses d'excellence) est situé au P-6790, 987-7871. Il est possible d'y consulter un répertoire colligeant l'ensemble des informations sur les bourses, à l'exception de celles qui font partie du Régime des prêts et bourses, ainsi que d'y obtenir de précieux conseils, entre autres sur les concours qui touchent plus directement les recherches sur les femmes.

Le court-métrage *LE SINGE BLEU* d'Esther Valiquette, produit par l'ONF en 1994, a été présenté le mercredi 29 novembre.

À deux jours de la Journée internationale de lutte contre le sida, devant une maladie qui progresse, Esther Valiquette nous a parlé autrement.

Elle nous a conté la tragédie de la mort, sereine, par-delà la colère, à travers des images bercées par la mémoire de la civilisation minoenne disparue subitement.

Elle a partagé avec nous l'inéluctable de l'accident. Elle nous a dessiné la finitude de l'avenir pour nous amener à réfléchir encore, dans le hors-champ des statistiques et des bilans sanitaires, sur cette épidémie au goût de fin de millénaire.



ON VEUT PLUS QUE DES MIETTES !

La coalition nationale des femmes contre la pauvreté, qui réunit 85 groupes régionaux et nationaux, réclame au gouvernement du Québec :

- ♦ le retrait des coupures annoncées à l'aide sociale;
- ♦ l'augmentation du salaire minimum à 7,60 \$ l'heure, dès le 1^{er} octobre 1996;
- ♦ une loi satisfaisante sur l'équité salariale.

Autour du 1^{er} mai

Des sacs de miettes seront envoyés aux député-e-s et au ministre responsable pour leur rappeler l'importance d'une hausse du salaire minimum au-dessus du seuil de pauvreté.

Les 1^{er} et 2 juin

Des milliers de femmes entoureront l'Assemblée nationale au cours d'un événement intitulé « *Le 24 heures des femmes* ». Elles indiqueront au gouvernement que, bien que peu nombreuses à siéger dans ce haut-lieu de pouvoir, les femmes sont indispensables lorsqu'il s'agit de construire une société fondée sur les besoins réels des gens. Il y aura un grand rassemblement populaire le 2 juin. Apportez votre sac de miettes!

Les publications de l'IREF

Famille et Emploi dans le contexte de la monoparentalité féminine, Rapport de recherche rédigé par Céline SÉGUIN, Francine DESCARRIES et Christine CORBEIL, 1996, 265 pages. 5 \$ (pour frais de poste)

Femmes et pouvoir, sous la direction d'Évelyne TARDY, Cahiers Réseau de recherches féministes, n° 2, 1995, 169 pages. 10,70 \$

Ré/Conciliation famille-travail: les enjeux de la recherche, sous la direction de Francine DESCARRIES et Christine CORBEIL, Cahiers Réseau de recherches féministes, n° 3, 1995, 183 pages. 10,70 \$

Famille et travail: double statut... double enjeu pour les mères en emploi, Francine DESCARRIES et Christine CORBEIL, en collaboration avec Carmen GILL et Céline SÉGUIN, 1995, 107 pages. 2 \$ (pour frais de poste)

Répertoire Femmes et Féminismes: les chercheuses de l'UQAM impliquées dans les recherches femmes, féminismes et rapports de sexes, recherche et rédaction de Marie-Josée LAMARRE, 1995, 109 pages. 5,35 \$

« La vague anti-féministe », *FéminÉtudes*, Revue étudiante, n° 1, avril 1995. 1 \$

Guide de recherche documentaire en études féministes, Aline CHARLES, Carmen GILL, Évelyne TARDY, Les Cahiers pédagogiques de l'IREF, n° 1, 1994, 111 pages. 6,42 \$

Recherche-action et questionnements féministes, sous la direction de Francine DESCARRIES et Christine CORBEIL, Cahiers Réseau de recherches féministes, n° 1, 1993, 96 pages. 10,70 \$

Les Bâtisseuses de la Cité, textes colligés par Évelyne TARDY, Francine DESCARRIES, Lorraine ARCHAMBAULT, Lyne KURTZMAN, Lucie PICHÉ, « Les cahiers scientifiques de l'ACFAS », n° 79, 1993, 420 pages. Prix spécial pour les membres de l'IREF : 15 \$; prix ACFAS : 22,15 \$

A/Encrages Féministes: un mouvement de réflexion dans la recherche féministe, textes réunis par Isabelle LASVERGNAS, Cahier de recherche, 1989, 152 pages. 10 \$

Du privé au politique : la maternité et le travail des femmes comme enjeux des rapports de sexes : de l'expérience de la maternité à l'enceinte des technologies de procréation. Textes réunis par Louise VANDELAC, Francine DESCARRIES, Gemma GAGNON et al., Actes de la Section d'Études Féministes du congrès de l'ACFAS 1989, UQAM, 1990, 428 pages. 6,42 \$

Femmes, Féminisme et maternité, une bibliographie sélective, Christine CORBEIL et Francine DESCARRIES, CRF/Département de travail social, 1989, 79 pages. 5,35 \$.

Questionnements et pratiques de recherches féministes. Textes réunis par Francine DESCARRIES, Diane TELMOSSÉ et Nicole TREMBLAY, Cahier de recherche 1989, 152 pages. 10,70 \$

QUI PEUT OUBLIER LE FASCINANT

L'INGRATITUDE DE YING CHEN

PERSONNAGE DE BÉRÉNICE EINBERG,

OU LA SURVIE DU « JE »

DANS « L'AVALÉE DES AVALÉS » ? ON

ISABELLE GIROUX

SE SOUVIENDRA D'UNE FILLETTE DE

NEUF ANS AU DISCOURS AGRESSIF,

RÉSISTANT DURANT TOUT LE ROMAN À

L'AVALEMENT D'UN MONDE QU'ELLE

REFUSE JUSQU'À LA FIN. S'INVENTANT UN AUTRE UNIVERS ET UN NOUVEAU LANGAGE, ELLE ÉCHAPPE AINSI À SON DESTIN. DANS « L'INGRATITUDE » DE YING CHEN, YAN-ZI VIT UNE SITUATION SIMILAIRE À CELLE DE BÉRÉNICE. TOUT EN DÉSIRANT SA MÈRE, ELLE LA DÉTESTE POUR L'AMOUR QU'ELLE N'A JAMAIS REÇU. EN EFFET, À 25 ANS, ELLE EST LITTÉRALEMENT ÉTOUFFÉE PAR UNE PRÉSENCE MATERNELLE LUI DICTANT SA CONDUITE SELON LE « CARCAN » DES TRADITIONS ORIENTALES, TRADITIONS ALIÉNANTES POUR UNE JEUNE FEMME EN PLEINE ÉMANCIPATION. LES ATTENTES DE SA MÈRE, AJOUTÉES À CELLES DE CES TRADITIONS, L'ENFERMENT DANS UN DÉSARROI INCURABLE LA PROJETANT INÉVITABLEMENT DANS SA CHUTE FINALE.

Un merveilleux monologue intérieur nous entraîne au cœur de ses réflexions. Assis au premier rang, nous suivons l'évolution de cette déroute qui, dès le début du roman, la prédestine à la mort. Bien que son destin soit pris en charge par sa mère, Yan-Zi se révolte par sa parole que personne ne peut lui enlever. Celle-ci se fait loquace sur les dimensions de la vie et de la mort et sur les moyens de faire disparaître ce corps issu des profondeurs de sa mère. Tout comme dans le cas de Bé-

renice, le personnage se dédouble: de la narratrice-personnage naît le « je » du discours se dissociant de la réalité, s'appartenant à lui seul.

Le portrait que Yan-Zi dresse de sa mère est glacial: une femme dure et sévère ne montrant aucun sentiment à sa fille qu'elle doit « éduquer » selon les principes. Tout en lui étant obéissante, Yan-Zi lui fait violence par les images de mort qu'elle véhicule et par la volonté de lui faire savoir qu'elle désire s'enlever la vie pour la faire souffrir. On remarque toutefois une alternance continue de ses sentiments. Elle souffre parce qu'elle aime et c'est pourquoi elle méprise. Or, le gouffre est profond entre les deux femmes. Ayant souffert pour lui donner la vie, la mère considère posséder sa fille et son destin. Selon Yan-Zi, il n'y a donc qu'un seul moyen de la déposséder et de faire perdurer cette souffrance. Son suicide devient ainsi fuite et vengeance. Dès lors, le « je » parle de la mort de son corps, de sa décrépitude, car puisque c'est le corps qui appartient à sa mère, lui seul doit disparaître. La parole, elle, demeure présente, et ce, jusqu'à la fin. À cette confrontation se greffent quelques autres personnages, dont les amants de Yan-Zi, mais ceux-ci ne représentent que des êtres prêts à l'avaloir pour mieux la posséder. Sa solitude demeure donc entière.

« LA VIE NE SE PASSE PAS SUR LA TERRE MAIS DANS MA TÊTE. LA VIE EST DANS MA TÊTE ET MA TÊTE EST DANS LA VIE. JE SUIS ENGLOBANTE ET ENGLOBÉE. »

(BÉRÉNICE EINBERG DANS « L'AVALÉE DES AVALÉS » DE RÉJEAN DUCHARME)

L'Ingratitude est en quelque sorte le procès d'une mère accusée de ne pas aimer et de trop posséder. Dès les premières pages, sa fille la condamne au chagrin et explique à nous, jurés, les circonstances entourant cette faute. Malheureusement, sa mort ne se déroule pas dans les circonstances prévues. Renversée accidentellement par un camion, elle n'a pu prendre en main sa mort et ainsi assouvir sa vengeance. À la toute fin, le « je » se retrouve seul, sa haine ayant brûlé avec les restes de son corps. Il en retire la conclusion suivante: « Être l'enfant d'une mère est donc une chance qui permet de connaître le bonheur de ne pas l'être. »

L'Ingratitude est certes un roman dur, rempli de révolte, mais dans lequel se construit graduellement un monde fascinant: celui de l'intériorité d'une jeune femme assoiffée de liberté. Par ailleurs, la grande richesse de l'écriture de Ying Chen est suffisante pour séduire n'importe qui parcourant les premières lignes. Rappelons à ce propos que ce roman fut en liste pour le prix Fémina 1995.

CHEN, Ying, *L'Ingratitude*, Montréal: Leméac/Actes Sud, 1995, 133 pages.

À lire de la même auteure: *La mémoire de l'eau*, Leméac, 1992. / *Les lettres chinoises*, Leméac, 1993.

MNÉMOSYNE

déesse de la mémoire

ANNE DERET

*Mnémosyne est dans la cuisine
La mère des muses
A les deux mains dans l'eau de vaisselle
Et ses rêves coulent
À tire d'ailes*

*Avalanches de priorités vitales
fatales
Horloges divinisées
Rêves asséchés
Tous ses neurones sont présentement occupés
Veuillez patienter...*

*Mnémosyne est dans la cuisine
La mère des muses s'use
Enviant Sysiphe qui ne roulait qu'une seule pierre
Jalouxant Vichnou pour ses bras si pratiques
Oubliant Aphrodite*

*La déesse a des trous de mémoire
Le corps étourdi
Par tant et tant d'oubli*

*Inconnue
Mal connue
Elle est bafouée tout le temps
Elle s'ignore autant
Se surprend pourtant
À rêver
Oser
Disperser
Une romance rebelle*

*Mnémosyne est dans la cuisine
La mère des muses
A les deux mains dans l'eau de vaisselle
Mais des rêves palpitent
En elle
L'espace approché
Un siècle effleuré
Des millénaires de tentatives à gratter l'histoire officielle
Lui donne des ailes*

*Mnémosyne est dans la cuisine
La mère des muses intrépide
Les deux pieds dans le vide
La tête en fête
L'oreille en veille
S'émerveille
De chaque millimètre
Conquis, appris*

*En flagrant délit d'ambiguïté
Elle tente de se dessiner
Arrive à peine à s'esquisser*

*Mais
Mnémosyne sait
Mnémosyne naît
Une seconde d'espoir chaque fois renouvelée
Vient lui murmurer de sculpter
Encore et encore
Une mémoire nouvelle
Dans la poudre des idées du vent*

À LIRE...

Marie-Claire Blais

Soifs

Boréal 24,95 \$

L'exotisme d'une île dans le golfe du Mexique...
Des soifs de justice et d'ivresse...

Nancy Huston

Désirs et réalités : textes choisis 1978-1994

Leméac 26,95 \$

Cette réunion de textes dresse un bilan de plusieurs années d'une écriture passionnée et passionnante.

Madeleine Gagnon

Le vent majeur

VLB 19,95 \$

Fresque où s'animent des passions tumultueuses et où, sous une toile de fond romanesque, se camoufle la vie.

Carol Shields

La mémoire des pierres

Flammarion 24,95 \$

Prix Pulitzer 1995
Prix du Gouverneur général
Après *Swann* et *La République de l'amour*, Carol Shields retrace la vie d'une femme anonyme, Daisy Goodwill, pour en révéler toutes les facettes, mystérieuses et captivantes.

Maryse Rouy

Azalais ou la vie courtoise

Québec/Amérique 24,95 \$

L'histoire du Moyen âge et la littérature courtoise s'entrelacent pour reconstruire avec réalisme la vie des femmes du XII^e siècle.

Nicole Brossard

Baroque d'aube

Hexagone 22,95 \$

Après trente ans d'écriture, Nicole Brossard est toujours en quête créatrice. Elle la partage avec nous dans ce roman rempli des vertiges de cette démarche...

— I.G.

INSTITUT DE RECHERCHES ET D'ÉTUDES FÉMINISTES

COURS OFFERTS À LA CONCENTRATION DE 1^{ER} CYCLE EN ÉTUDES FÉMINISTES

Les cours de la concentration s'adressent aux étudiantes, étudiants de tous les programmes, aux étudiantes, étudiants libres et aux personnes admises dans la Concentration. Pour être admises, admis dans cette concentration (6 cours), il faut faire une demande à cet effet auprès des responsables et suivre le cheminement proposé.

Session d'été 1996 : du 6 mai au 28 juin 1996

Les étudiantes, étudiants libres peuvent s'inscrire à partir du 25 mars 1996 dans les cours disponibles. Les inscriptions ont lieu au Bureau du Registraire.

COM4512-10
Femmes et cinéma
Lundi-mercredi : 18 h-21 h

HAR3717-10
L'apport des femmes aux arts visuels
Lundi-mercredi : 14 h-17 h

LIN1650-20
Femmes et langage
Mardi-Jeudi : 14 h-17 h

Session d'automne 1996 : du 3 septembre au 19 décembre 1996

La période d'inscriptions s'échelonne du 27 mars au 22 avril pour les étudiantes, étudiants réguliers.

Les étudiantes, étudiants libres pourront s'inscrire à compter du 2 juillet.

ECO1401-40
Femmes et économie
Jeudi : 9 h 30-12 h 30
Professeure : Ruth ROSE

FEM2000-20
Introduction aux problèmes et aux méthodes de recherche en études féministes
Mardi : 18 h-21 h

LIT5710-40
Littérature des femmes au Québec
Jeudi : 14 h-17 h
Professeure : Lori SAINT-MARTIN

GEO4328-10
Les femmes et leur rapport à l'espace géographique
Lundi : 14 h-17 h
Professeure : Marie-Anne JAROCHOWSKA

POL4102-10
Femmes et politique
Lundi : 14 h-17 h

SEX1133-20
Sexologie et condition féminine
Mardi : 14 h-17 h

SOC6311-40
Femmes et féminismes : analyses sociologiques
Jeudi : 14 h-17 h
Professeure : Francine DESCARRIES

TRS1301-20
Femmes, vie privée et rapports de sexe
Mardi : 9 h 30-12 h 30

TRS5300-10
Violence faite aux femmes et interventions féministes
Lundi : 18 h-21 h

CONCENTRATION DE 2^E CYCLE EN ÉTUDES FÉMINISTES

Les personnes intéressées par la concentration doivent :

- être déjà admises dans un programme de maîtrise à l'UGAM ;
- faire connaître, auprès de l'Institut de recherches et d'études féministes, leur intention de s'inscrire à la concentration ;
- s'inscrire dans le cadre de leur programme, au séminaire

FEM7000 : Séminaire multidisciplinaire en études féministes qui s'offrira à la session d'hiver 1997 ;

- compléter six crédits en études féministes dans le cadre de leur programme de maîtrise ;
- rédiger un mémoire sur un sujet en lien avec les études féministes et être accompagnées, dans la poursuite de leur projet, par

une personne considérée apte à diriger ou co-diriger des travaux en ce domaine ;

Les personnes ayant satisfait aux exigences de la concentration recevront, en fin de programme, une attestation de deuxième cycle en études féministes.

Pour plus d'information, communiquer avec le secrétariat de l'IREF au 987-6587.